



MUNICIPAL
Gazette
MUNICIPALE
DE — OF
Montreal

Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :
"La Gazette Municipale"
Bureau de Poste : 917 ou 42 Place Jacques-Cartier, Montréal.
Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :
"La Gazette Municipale"
Hôtel de Ville, — Montréal.

All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :
"The Municipal Gazette"
Post Office Box : 917 or 42 Jacques-Cartier Square, Montreal.
All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :
"The Municipal Gazette"
City Hall, — Montreal.
TELEPHONE MAIN 4240

Parait le lundi matin
Published every Monday morning
Abonnements \$2 par an
Subscriptions \$2 a year
Payables d'avance
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation de la Ville de Montréal
Official organ of the Corporation of the City of Montreal
CANADA

OPINION LEGALE

Au sujet des procédures à prendre contre certains membres du Conseil et certains fonctionnaires re Enquête Cannon

DÉPARTEMENT EN LOI.
A Son Honneur le Maire, et aux Membres du Conseil Municipal de Montréal.
Montréal, 4 avril 1910.

Nous avons pris communication de la résolution adoptée par le Conseil à sa séance spéciale tenue lundi le 21 février, basée sur une lettre de M. Martin demandant d'instituer des procédures contre lui au sujet des conclusions du rapport de M. le juge Cannon, laquelle résolution se lit comme suit:

"Résolu: Que la requête de M. Martin soit renvoyée au Département en Loi avec instruction d'examiner le rapport de la Commission Royale et de faire rapport sur la suffisance de la preuve faite contre M. Martin et contre les échevins nommés dans le rapport de la Commission ou l'insuffisance de ladite preuve et les responsabilités que la Ville pourrait encourir en rapport avec cette affaire."

Nous avons aussi pris connaissance du rapport de M. le juge Cannon, et nous soumettons nos vues à ce sujet comme suit:

(1) La question de savoir si la Cité doit oui ou non instituer des poursuites civiles ou criminelles contre les personnes nommées dans le rapport du Commissaire, dépend, d'après nous, dans chaque cas particulier, de la nature et de la portée de la preuve qui a été faite contre elles. Les lignes dans lesquelles une enquête générale concernant les affaires d'une municipalité ou d'un corps public, doit être conduite d'une façon large quant à la preuve, et les conclusions tirées de cette preuve peuvent révéler un état de choses qui pourrait être très répréhensible et sujet à correction, mais, lorsqu'il est question de poursuite criminelle contre tout individu en particulier, il faut que l'individu qui prend la responsabilité de telle poursuite, ait une preuve suffisante devant lui pour établir ce qui constitue une cause *prima facie*, et, d'après tous les principes de l'administration de la justice criminelle, toute personne accusée d'une faute a droit à un procès basé sur une accusation définie et spécifique. Nous faisons ces observations en vue du fait qu'il sera nécessaire pour pouvoir donner une opinion quant à ce qui devrait être fait contre aucune des personnes mentionnées dans le rapport du Commissaire, examiner attentivement toute la preuve faite devant la Commission et voir ce qu'elle comporte en ce qui concerne chaque individu.

(2) La Ville, comme corporation, ne peut instituer ou poursuivre une accusation criminelle, bien qu'elle puisse

LEGAL OPINION

Anent proceedings against certain members of Council and officials re Cannon's investigation

LAW DEPARTMENT.
To His Worship the Mayor, and the Members of the Council of the City of Montreal.
Montreal, April 4th 1910.

We have taken communication of the Resolution of the Council at its special meeting held on Monday the 21st February, based upon a letter from Mr Martin inviting prosecution to be laid against him in connection with the findings of the report of Mr. Justice Cannon, and which resolution is worded, as follows:

"Resolved: That the request of Mr. Martin be referred to the Law Department with instructions to examine the report of the Royal Commission and to report upon the sufficiency of the proof adduced against Mr. Martin and the aldermen named in the Royal Commission or the insufficiency thereof and the responsibilities to be incurred by the City in connection with said matter."

We have also taken communication of the report of Mr. Justice Cannon, and we submit the following as our views upon this subject.—

(1) In examining as to whether or not the City should institute any prosecutions either civilly or criminally against those named in the report of the Commissioner, it would, we think, depend in each individual's case upon the nature and extent of the proof that has been adduced against him. A general investigation into the affairs of any municipality or public body may be conducted on broad lines as to the evidence and the conclusions that may be drawn from such evidence may reveal an existing state of affairs which may be highly reprehensible and subject to amendment, but, when it is a question of prosecuting criminally any particular individual, it is necessary for the individual who takes the responsibility of such prosecution, to have sufficient evidence before him to establish what should constitute a *prima facie* case, and, according to all principles of the administration of Criminal justice, every person accused of an offence is entitled to a trial upon a definite and specific charge. We make these observations because it would, in reality, be necessary in order to properly advise as to what action should be taken against any of the parties named in the Commissioner's report, to examine closely all the evidence before the Commission and to see what bearing it had upon each individual.

(2) The City as a corporation cannot institute or prosecute a criminal charge, though it may instruct one of its

donner instruction à un de ses officiers de faire la plainte nécessaire à cet effet dans chaque cas particulier, mais, en agissant ainsi, il lui faudrait, il va sans dire, assumer envers le fonctionnaire auquel elle aurait donné telles instructions toutes les conséquences civiles qui pourraient en découler.

(3) En ce qui concerne les poursuites criminelles, les principaux articles du Code Criminel qui s'appliquent à toute poursuite possible, sont les sections 161, 162 et 163, qui se lisent comme suit:

"161.—Est coupable d'un acte criminel et passible d'une amende de mille dollars au plus et de cent dollars au moins, et d'un emprisonnement qui ne peut excéder deux années ni être de moins d'un mois, et en cas de non paiement de l'amende, d'un emprisonnement ultérieur de six mois au plus tout individu qui, directement ou indirectement,—

"a—fait des offres, propositions, dons, prêts, promesses ou conventions de payer ou de donner une somme d'argent ou quelque autre compensation ou valeur appréciable, à un membre du Conseil municipal, soit pour son propre avantage soit pour l'avantage de tout autre personne dans le but de le porter à voter ou à s'abstenir de voter, à une réunion du Conseil dont il fait partie, ou d'un comité de ce Conseil, pour ou contre une mesure, motion, résolution ou question soumise au Conseil ou au Comité; ou,

"b—fait des offres, propositions, dons, prêts, promesses ou conventions de payer ou de donner une somme d'argent ou quelque autre compensation ou valeur appréciable, à un membre ou fonctionnaire d'un Conseil municipal pour le porter à aider à procurer ou à empêcher un vote, ou une adjudication, ou la concession d'un avantage en faveur d'une personne quelconque ou,

"c—fait des offres, propositions, dons, prêts, promesses ou conventions de payer ou de donner une somme d'argent ou quelque autre compensation ou valeur appréciable à un fonctionnaire d'un Conseil municipal pour le porter soit à faire, soit à s'abstenir de faire, soit à aider à obtenir ou à empêcher que l'on fasse un acte des fonctions municipales; ou,

"d—étant membre ou fonctionnaire d'un Conseil municipal, accepte ou consent à accepter quelque offre, proposition, don, prêt, promesse, convention, compensation ou valeur dans les cas ci-dessus prévus au présent article; ou, pour quelque-une de ces causes, vote ou s'abstient de voter pour ou contre une mesure, motion, résolution ou question, ou fait ou s'abstient de faire un acte d'une fonction municipale; ou

"e—tente par menace, manoeuvre frauduleuse, suppression de la vérité ou tout autre moyen illégitime, d'agir sur un membre d'un Conseil municipal, pour qu'il vote ou s'abstienne de voter pour ou contre une mesure, motion, résolution ou question, ou pour qu'il n'assiste pas à une réunion du Conseil municipal dont il fait partie, ou d'un comité de ce Conseil; ou,

"f—tente, en employant quelqu'un des moyens mentionnés dans l'alinéa qui précède, d'agir sur un membre ou officier d'un Conseil municipal, pour qu'il aide à procurer ou à empêcher un vote, une adjudication ou la concession d'un avantage en faveur d'une personne quelconque, ou pour qu'il fasse, s'abstienne de faire ou aide à procurer ou à empêcher de se faire quelque acte d'une fonction municipale. 55-56 V., c. 29 art. 136.

"162.—Est coupable d'un acte criminel tout individu qui, directement ou indirectement,—

"a—vend ou convient de vendre quelque nomination à une charge ou à un emploi, ou la démission d'une charge ou d'un emploi, ou le consentement à une pareille nomination ou démission, ou reçoit ou convient de recevoir quelque récompense ou profit d'une pareille vente; ou,

"b—achète ou donne quelque récompense ou profit pour l'achat d'une pareille nomination, démission ou consentement, ou convient ou promet de la faire;

"et en sus de toute autre punition encourue par ce fait, perd tout droit qu'il peut avoir à la charge ou à l'emploi et est inhabile pour la vie à en remplir les fonctions. 55-56 V., c. 29, art. 137.

"163.—Est coupable d'un acte criminel tout individu qui, directement ou indirectement,—

"a—reçoit ou convient de recevoir quelque récompense ou profit pour faire quelque démarche, sollicitation ou négociation à propos de quelque charge ou emploi, ou, sous

officials to lodge the necessary information for that purpose in any particular case, but, in doing so, it would, of course, have to assume towards the official so instructed all civil consequences which might flow from the act.

(3) In so far as criminal prosecutions are concerned, the principal articles of the Criminal Code which would have application to any possible prosecution, are Sections 161, 162 and 163, which read as follows:—

"161.—Every one is guilty of an indictable offence and liable to a fine not exceeding one thousand dollars and not less than one hundred dollars, and to imprisonment for a term not exceeding two years and not less than one month, and in default of payment of such fine to imprisonment for a further term not exceeding six months, who directly or indirectly,—

"a—makes any offer, proposal, gift, loan, promise or agreement to pay or give any money or other material compensation or consideration to any member of a municipal council, whether the same is to inure to his own advantage or to the advantage of any other person, for the purpose of inducing such member either to vote or to abstain from voting at any such meeting of the Council of which he is a member or at any meeting of a committee of such Council, in favour of or against any measure, motion, resolution or question submitted to such Council or committee or,

"b—makes any offer, proposal, gift, loan, promise or agreement to pay or give any money or other material compensation or consideration to any member or to any officer of a municipal Council for the purpose of inducing him to aid in procuring or preventing the passing of any vote or the granting of any contract or advantage in favour of any person; or

"c—make any offer, proposal, gift, loan, promise or agreement to pay or give any money or other material compensation or consideration to any officer of a municipal Council for the purpose of inducing him to perform or abstain from performing, or to aid in procuring or preventing the performance of, any official act; or

"d—being a member or officer of a municipal council, accepts or consents to accept any such offer, proposal, gift, loan, promise, agreement, compensation or consideration in this section mentioned; or in consideration thereof votes or abstains from voting in favour of or against any measure, motion, resolution or question, or performs or abstains from performing any official act; or

"e—attempts by any threat, deceit, suppression of the truth or other unlawful means to influence any member of a municipal council in giving or withholding his vote in favour of or against any measure, motion, resolution or question, or in not attending any meeting of the municipal council of which he is a member, or of any committee thereof; or,

"f—attempts by any such means as in the last preceding paragraph mentioned to influence any member or any officer of a municipal council to aid in procuring or preventing the passing of any vote or the granting of any contract or advantage in favour of any person, or to perform or abstain from performing, or to aid in procuring or preventing the performance of, any official act. 55-56 V., c. 29, s. 136.

"162.—Every one is guilty of an indictable offence who directly or indirectly,—

"a—sells or agrees to sell any appointment to or resignation of any office, or any consent to any such appointment or resignation, or receives, or agrees to receive, any reward or profit from the sale thereof; or

"b—purchases or gives any reward or profit for the purchase of any such appointment, resignation or consent, or agrees or promises to do so;

"and in addition to any other penalty incurred, forfeits any right which he may have in the office and is disabled for life from holding the same. 55-56 V., c. 29, s. 137.

"163.—Every one is guilty of an indictable offence who directly or indirectly,

"a—receives or agrees to receive any reward or profit for any interest, request, or negotiation about any office,

"prétexte d'employer son influence, de faire quelque démarche ou sollicitation, ou de s'employer à une pareille négociation; ou,

"b—donne ou fait donner quelque profit ou récompense, ou fait faire quelque convention pour donner quelque profit ou récompense pour quelque démarche, sollicitation ou négociation, ainsi qu'il est dit plus haut; ou,

"c.—sollicite, recommande ou négocie de quelque manière une nomination à une charge ou à un emploi, ou la démission d'une charge ou d'un emploi dans l'espoir d'une récompense ou d'un profit quelconque; ou,

"d—tient quelque bureau ou lieu pour la transaction ou la négociation d'affaires se rattachant aux vacances dans les charges ou emplois, ou la vente, l'achat, l'obtention ou la résignation des charges ou des emplois. 55-56 V., c. 29, art. 137."

Si la preuve produite devant le Commissaire établit qu'aucune des personnes nommées tombe sous l'application de ces articles ou de l'un d'eux, nous croyons qu'une poursuite pourrait être instituée sans craindre les conséquences civiles, en autant qu'il est clairement démontré que la preuve déjà faite constitue une cause *prima facie* et que la personne accusée a eu l'avantage de s'expliquer ou de produire une contre-preuve devant la Commission, et si elle ne l'a pas fait, elle peut difficilement se plaindre si des procédures sont instituées sur la cause telle qu'elle apparaît contre elle, même si dans une telle cause elle réussissait à établir son innocence.

(4) La Loi Criminelle pourvoit aussi à la poursuite des cas de conspiration et une étude de la preuve pourrait démontrer qu'il est possible qu'en certains cas une offense de cette nature ait été commise.

(5) Dans la conclusion de son rapport, le Commissaire déclare qu'il a été établi au cours de l'enquête qu'il y a eu malversation de la part des ex-échevins Proulx, L'Espérance, Gadbois, Duquette, Major, Couture, Nault et M. Martin; malversation et mauvaise administration de la part de l'ex-chef Benoit et malversation de la part du quartier-maître Holland, de Dubois et autres qui sont nommés dans le rapport. Nous ne trouvons dans le Code Criminel aucune offense désignée sous le nom de malversation ou de mauvaise administration. Le Commissaire nous semble s'être servi de ces termes parce qu'ils sont employés dans le statut provincial autorisant une enquête dans les affaires municipales, et l'imposition de frais lorsque la mauvaise administration est prouvée.

La mauvaise administration et la malversation aux termes de ce statut peuvent avoir été commises sans nécessairement donner lieu à une offense criminelle en vertu des articles du Code Criminel qui démontre la nécessité d'examiner le cas de chacune des personnes inculpées.

(6) En ce qui concerne M. Martin, le rapport ne fait pas voir que rien ait été prouvé contre lui. Le doute semble naître de témoignages de deux témoins—Joseph et Rodolphe Jacob—dont il est obligé de payer les frais d'enquête, mais il apparaît que ces témoins n'ont eu aucuns rapports directs avec Martin et leurs témoignages semblent avoir été contredits.

(7) Quant aux responsabilités que la Ville pourrait encourir, elle dépend de la nature de la poursuite qui serait instituée.

Si une poursuite criminelle est instituée à la demande de la Ville, la procédure ordinaire à suivre serait qu'un accusateur privé poursuive la cause jusqu'à la mise en accusation. De ce moment, il est de règle que les procédures, généralement, sont conduites par le substitut de la Couronne, bien qu'il soit possible que les autorités provinciales puissent refuser de le faire et traite l'affaire comme une poursuite privée. Dans ce dernier cas, la Ville serait forcée d'entreprendre la poursuite elle-même, et, naturellement, aux dépens de la Ville. Dans le cas où une cause *prima facie* n'est pas établie et que le défendeur ne serait pas condamné à subir son procès, la Ville pourrait assurément être recherchée en dommages pour une action au civil, bien que dans le cas de mise en accusation une telle action puisse difficilement être maintenue.

La Ville a aussi un recours au civil par voie d'action contre toute personne qui a reçu une partie quelconque de ses fonds illégalement ou indûment. Il y a dans le rapport nombre d'exemples pouvant constituer ce qu'on entend par malversation ou mauvaise administration, mais ils ne donnent pas droit à la Ville de se faire rembourser, car les montants payés ne sont pas de l'argent de la Ville et ont aussi été payés par des personnes étrangères à la Ville et

"or under pretense of using any such interest, making any such request or being concerned in any such negotiations; or,

"b—gives or procures to be given any profit or reward, or makes or procures to be made any agreement for the giving of any profit or reward, for any such interest, request or negotiation as aforesaid; or

"c—solicits, recommends or negotiates in any manner as to any appointment to or resignation of any office in expectation of any reward or profit; or,

"d—keeps any office or place for transacting or negotiating any business relating to vacancies in, or the sale or purchase of, or appointment to or resignation of offices, 55-56 V., c. 29, s. 137."

If the evidence adduced before the Commissioner establishes that any of the parties names have been brought within the application of these articles or any of them, we think that a prosecution might be instituted without fear of any civil results, inasmuch as it can clearly be said that the evidence already taken establishes a *prima facie* case and that the party accused had an opportunity to explain or adduce counter evidence before the Commission, and if he did not do so, he can hardly complain of action being taken upon the case as it appears against him, even though on an individual trial of a case against himself he might be able to establish his innocence.

(4) The Criminal law also makes provision for the prosecution of cases of conspiracy and an examination of the evidence might disclose a possible offence of this class in certain cases.

(5) In the conclusion of his report the Commissioner holds that it has been established in the course of the enquiry that there has been malversation on the part of ex-Aldermen Proulx, L'Espérance, Gadbois, Duquette, Major, Couture, Nault and M. Martin; malversation and maladministration on the part of Ex-Chief Benoit and malversation on the part of Quartermaster Holland, Dubois and others named in the report. We do not find malversation or maladministration dealt with by the Criminal Code as forming distinct offences. The Commissioner appears to have used these words because they are the words used in the Provincial Statute which authorises an enquiry into municipal affairs, and the imposition by the Commissioner of costs in cases where maladministration or malversation within the meaning of this Statute may have been committed without necessarily the commission of a criminal offence under the articles of the Criminal Code which emphasizes the necessity of the case against each individual named being thoroughly examined.

(6) In the case of Mr. Martin, on the report itself, it would not appear that anything has been proved against him. Suspicion seems to have been created by the evidence of two witnesses—Joseph and Rodolph Jacob—the cost of whose examination he is ordered to pay, but it would appear that these witnesses had no direct dealings with Martin and their evidence seems to have been contradicted.

(7) As to the responsibilities to be incurred by the City, these would depend upon the nature of the action taken.

If a criminal prosecution is instituted at the instance of the City, the ordinary course would be that a private prosecutor would prosecute the case until a commitment for trial. The proceedings thereafter, as a rule, would be conducted by the Crown Prosecutor, though it is possible that the Provincial authorities might refuse to do so and treat the matter as a private prosecution. In the latter case the City would be compelled to undertake the prosecution itself, and, of course, at the City's expense. In the event of a *prima facie* case not being established and the defendant not being committed, the City would, of course, be open to a civil action for damages, though, if a commitment took place, such an action could hardly be sustained.

The City has also a civil recourse by way of an action against any parties who have received any portion of its funds illegally or improperly. A great number of the instances referred to in the report, while they may constitute what is spoken of as malversation or maladministration, would give the City no right to recover, as the sums paid were not the City's moneys and were so paid by outsiders,

cette dernière n'aurait aucun intérêt à chercher à en faire le recouvrement.

Qu'il s'agisse de poursuites civiles ou criminelles, elles sont entièrement à la discrétion du Conseil qui seul peut décider si des actions doivent oui ou non être intentées. Néanmoins, avant d'instituer des procédures, chaque cas devrait être étudié suivant son seul mérite.

La suggestion de M. le juge Cannon, dans les conclusions de son rapport, est à l'effet que le Conseil élu au prochain scrutin, devrait adopter la ligne de conduite à suivre au sujet des poursuites civiles ou criminelles auxquelles la preuve, telle que faite dans cette enquête, donne naissance. Cependant, ceci n'impose pas au Conseil l'obligation d'agir.

Nous avons l'honneur d'être, etc.,

L.-J. ETHIER,
Avocat en chef de la Cité.
(pour les avocats de la Cité.)

A.-W. ATWATER,
Avocat consultant.

REGLEMENT No 400

Règlement pourvoyant à l'entretien des trottoirs pendant l'hiver dans toute l'étendue de la Ville de Montréal et à l'imposition d'une taxe sur les propriétaires fonciers pour en couvrir le coût.

(Adopté le 29 Mars 1910)

Attendu qu'il est à propos d'enlever toutes obstructions, telles que neige et glace, sur les trottoirs, pendant la saison d'hiver, et d'imposer une taxe spéciale sur les propriétaires des immeubles le long desquels la neige et la glace seront enlevées dans les limites de ladite Cité, à un taux *pro rata* par pied d'après le front desdits immeubles, afin de couvrir le coût de ce service sur toutes les rues, côtés ou parties de rues comprises dans les limites de la Cité;

A une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce vingt-neuvième jour de mars mil neuf cent dix, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: Son Honneur le Maire, l'Honorable J.-J.-E. Guerin, les échevins L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Turcot.

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

Sect. 1.—Nonobstant toutes dispositions contraires contenues dans un règlement quelconque, la neige et la glace seront enlevées par la Corporation de la Cité de Montréal sur les trottoirs de toutes les rues, ruelles, voies et places publiques, dans la Cité.

Sect. 2.—Une taxe annuelle de 5 cents par pied de front sera prélevée sur les propriétaires des immeubles imposés dont les trottoirs seront tenus libres de neige et de glace, d'après l'étendue du front desdits immeubles, afin de couvrir le coût dudit service de l'enlèvement de la neige et de la glace, laquelle dite taxe sera perçue en sus de tous autres impôts dont sont ou seront frappés lesdits immeubles.

Sect. 3.—Ladite taxe sera payable le ou avant le 1er jour de novembre de chaque année au Trésorier de la Cité, qui est par les présentes autorisé à la percevoir, après ladite date, de la même manière que les contributions foncières ordinaires peuvent être prélevées et perçues d'après la loi.

Sect. 4.—Il sera du devoir de l'Inspecteur de la Cité de tenir un compte de toutes les dépenses faites pour le service de l'enlèvement de la neige et de la glace, comme susdit, et ledit Inspecteur de la Cité devra en outre fournir au

and the City would have no interest in taking action therefor

In either the case of a civil or criminal prosecution, it is entirely discretionary with the Council whether such actions shall be instituted or not, but, before action is taken, each case should be considered on its individual merits.

The suggestion of Mr. Justice Cannon at the conclusion of his report is to the effect that the Council elected at the next election should consider the course to be followed with regard to civil or criminal suits to which the proof as obtained at the investigation should give rise. This, however, imposes no obligation on the Council to take such actions.

We have the honour to be, etc.

L. J. ETHIER,
Chief City Attorney.
(for City Attorneys.)

A. W. ATWATER,
Consulting Attorney.

BY-LAW No 400

By-Law to provide for the keeping of sidewalks in good order during the winter season throughout the City of Montreal, and to levy an assessment on the owners of immoveable property to cover the cost thereof.

(Adopted 29th March, 1910)

Whereas it is expedient to remove all obstructions such as snow and ice from the sidewalks during the winter season, and to levy a special assessment upon the owners of immoveable property along which said snow and ice shall be removed within the said City, at a pro rata rate of cost per foot front according to the frontage thereof, in order to cover the costs of such removal on all the streets, sides or portions of streets comprised within the City limits;

At a special meeting of the Council of the City of Montreal, held in the City Hall, this twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and ten, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of the said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin, Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Turcot.

It was ordained and enacted by the said Council as follows:

Sect. 1.—Notwithstanding any contrary provisions contained in any by-law, the removal of snow and ice from the sidewalks in all streets, lanes, highways and public squares in the City, shall be undertaken by the Corporation of the City of Montreal.

Sect. 2.—An annual assessment of 5 cents per foot frontage shall be levied upon the owners of the assessed immoveables from whose sidewalks such snow and ice shall be removed, according to the frontage thereof, in order to cover the cost of such removal, which said assessment shall be in excess of all other assessments for which the said immoveables are or shall be liable.

Sect. 3.—The said assessment shall be payable on or before the first day of November of each year to the City Treasurer, who is hereby authorized to collect the same after the said mentioned date, in the same manner as ordinary assessments can be enforced or collected by law.

Sect. 4.—It shall be the duty of the City Surveyor to keep an account of all expenses incurred for such removal

Trésorier de la Cité et aux estimateurs de la Cité, immédiatement après le 1er jour d'avril de chaque année, un relevé des sommes déboursées de ce chef durant l'hiver précédent et leur communiquer les données nécessaires pour l'imposition de ladite taxe. Il sera aussi du devoir desdits estimateurs de la Cité d'inscrire dans le rôle de contribution foncière la quote-part de ladite taxe payable par chacun des propriétaires desdits immeubles imposés.

Sect. 5.—Toutes les dispositions contenues dans un règlement quelconque incompatibles avec les dispositions du présent règlement, sont par les présentes abrogées.

Sect. 6.—Pour les fins du présent règlement, les mots "saison d'hiver" signifient la période de temps comprise entre la première chute de neige et le 1er d'avril de chaque année.

Sect. 7.—Le règlement No. 344, intitulé "Règlement pourvoyant à l'entretien des trottoirs pendant l'hiver dans toute l'étendue de la ville de Montréal et à l'imposition d'une taxe sur les propriétaires fonciers pour en couvrir le coût", et le règlement No 383, amendant ledit règlement No 344, sont par les présentes abrogés, mais cette abrogation n'aura pas pour effet d'empêcher la Cité de faire les perceptions de toutes les taxes qui pourraient être imposées ou qui sont encore dues en vertu desdits règlements.

REGLEMENT No 401

Règlement concernant la circulation des voitures.

(Adopté le 29 Mars 1910)

A une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce vingt-neuvième jour de mars mil neuf cent dix, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: Son Honneur le Maire, l'Honorable J.-J.-E. Guerin, les échevins L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Turcot.

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

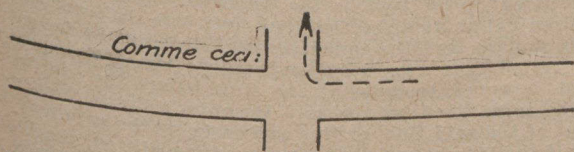
Sec. 1.—Une voiture, excepté quand elle en dépassera une autre, longera aussi près que possible le trottoir à droite de la rue.

Sec. 2.—Une voiture qui en rencontrera une autre passera à droite.

Sec. 3.—Une voiture dépassant une autre, ira à gauche de cette dernière et ne se dirigera pas à droite avant qu'elle soit bien en avant de l'autre.

Sec. 4.—Sur une avenue ou une rue divisée par un parc ou promenade, les voitures tiendront le côté droit du parc ou pramenade.

Sec. 5.—Une voiture tournant à droite, d'une rue à une autre, longera le trottoir à droite de la rue où elle se dirige.



Sec. 6.—Une voiture tournant à gauche d'une rue à une

of snow and ice and make a return to the City Treasurer and the City Assessors, immediately after the first day of April of each year, of all expenses incurred during the preceding winter, and also the necessary calculation for the purpose of levying the said assessment. It shall also be the duty of said City Assessors to enter in the assessment roll the apportionment of such assessment to each of the owners of said assessed immoveables

Sect. 5.—All provisions contained in any by-law inconsistent with the provisions of this by-law are hereby repealed.

Sect. 6.—For the purposes of this by-law, the words "winter season" shall mean the period from the first snow-fall to the 1st of April of each year.

Sect. 7.—By-law No. 344, entitled "By-law to provide for the keeping of sidewalks in good order during the winter season throughout the City of Montreal, and to levy an assessment on the owners of immoveable property to cover the cost thereof", and By-law No. 383, amending said by-law No. 344, are hereby repealed, but such repeal shall not have the effect of preventing the City from collecting all the taxes which may be imposed or which are still due under said by-laws.

BY-LAW No 401

By-Law concerning street traffic.

(Adoptd 29th March, 1910)

At a special meeting of the Council of the City of Montreal, held in the City Hall, this twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and ten, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of the said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin, Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Turcot.

It was ordained and enacted by the said Council as follows:

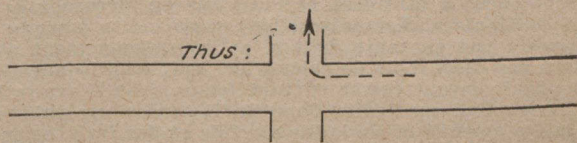
Sect. 1.—A vehicle, except when passing a vehicle ahead, shall keep as near the right-hand curb as possible.

Sect. 2.—A vehicle meeting another shall pass on the right.

Sect. 3.—A vehicle overtaking another shall pass on the left side of the overtaken vehicle and not pull over to the right until entirely clear of it.

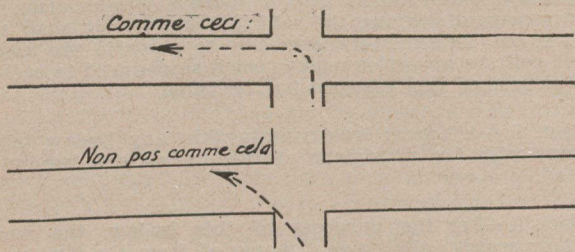
Sect. 4.—On an avenue or street divided by a park-way or walk, vehicles shall keep to the right of such division.

Sect. 5.—A vehicle turning into another street to the right shall turn the corner at the right-hand curb of said street.

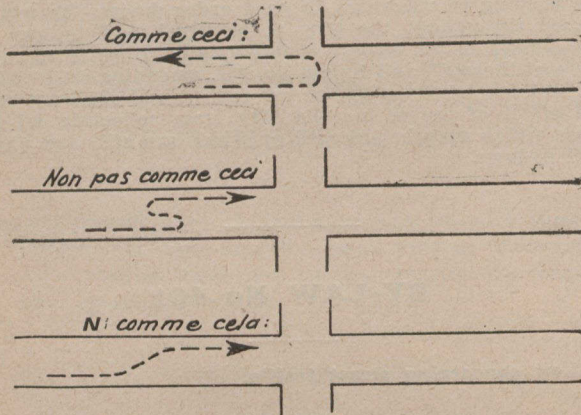


Sect. 6.—A vehicle turning into another street to the left

autre, se dirigera au centre de l'intersection des deux rues et longera le trottoir à droite de la rue où elle se dirige.



Sec. 7.—Une voiture qui traversera d'un côté de la rue à l'autre, le fera comme suit:



Sec. 8.—Aucune voiture ne stationnera avec son côté gauche longeant le trottoir excepté sur les postes de cochers ou de rouliers.

Sec. 9.—Aucune voiture, si ce n'est pour permettre à une autre voiture ou aux piétons de passer, ne stationnera dans aucune rue ou place publique, excepté près du trottoir à droite sans toutefois obstruer une traverse.

Sec. 10.—Aucune voiture ne reculera dans une rue pour prendre une autre direction.

Sec. 11.—Les voitures des départements de la Police, des Incendies et de l'Aqueduc, du service postal et les ambulances auront droit de passage sur toutes les autres voitures.

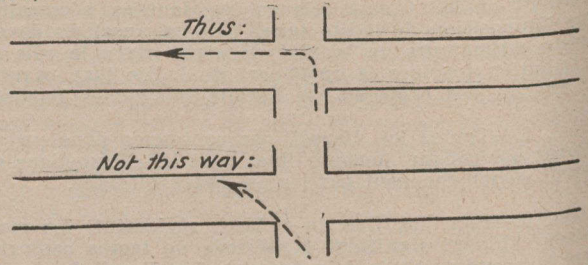
Sec. 12.—Le conducteur d'une voiture à l'approche d'un des appareils du département des incendies devra arrêter son attelage aussi près que possible du trottoir, à droite de la rue où il se trouvera.

Sec. 13.—Les voitures qui se dirigent du Nord ou Sud et du Sud au Nord auront droit de passage sur les voitures qui se dirigent de l'Est à l'Ouest ou de l'Ouest à l'Est.

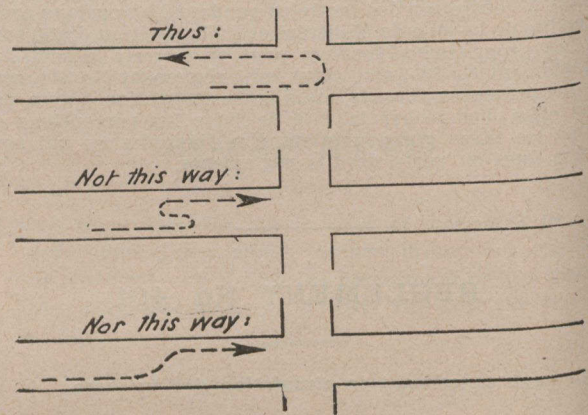
Sec. 14.—Les conducteurs de voitures devront arrêter lorsqu'ils seront requis par un membre du corps de police soit verbalement ou par un signe de la main, et ils devront obéir à ses ordres et se conformer à la direction qu'il leur donnera dans l'intérêt du bon ordre, du trafic et de la sécurité du public.

Sec. 15.—Toute personne qui contreviendra à quelque une des dispositions de ce règlement sera passible d'une amende avec ou sans frais, et à défaut du paiement immédiat de ladite amende avec ou sans les frais, selon le cas, d'un emprisonnement, le montant de ladite amende et le terme d'emprisonnement à être fixé par la Cour du Recorder de la Cité de Montréal à sa discrétion; mais ladite amende ne dépassera pas quarante dollars, et l'emprisonnement n'excèdera pas deux mois de calendrier, ledit emprisonnement, cependant, devant cesser en tout temps avant l'expiration du terme fixé par ladite Cour du Recorder sur paiement de ladite amende ou de ladite amende et des frais, selon le cas; et si l'infraction est réitérée, cette récidive constituera, jour par jour, après sommation ou arrestation, une offense séparée.

shall turn around the center of intersection of the two streets and keep to the right of the street into which it turns.



Sec. 7.—A vehicle crossing from one side of the street to the other shall do so:



Sec. 8.—No vehicle shall stop with its left side to the curb except on cab and express-waggon stands.

Sec. 9.—No vehicle, unless to allow another vehicle or pedestrian to cross its path, shall stop in any street or public place, except near the right hand curb thereof and so as not to obstruct a crossing.

Sec. 10.—No vehicle shall back in any street to take another direction.

Sec. 11.—The vehicles of the Police, Fire and Water Departments, mail vehicles and ambulances shall have right of way over all other vehicles.

Sec. 12.—The driver of a vehicle, on the approach of any apparatus of the Fire Department, shall bring his vehicle to a standstill as near the right-hand curb as possible.

Sec. 13.—Vehicles going in a Northerly or Southerly direction shall have the right of way over vehicles going in a Westerly or Easterly direction.

Sec. 14.—Drivers of vehicles shall stop whenever required to do so by any member of the Police force, either verbally or by a signal with the hand, and they shall obey his orders and comply with the directions which he may give them in the interest of good order, of traffic and of public security.

Sec. 15.—Every person offending against any of the provisions of this by-law shall be liable to a fine, with or without costs, and in default of immediate payment of said fine with or without costs, as the case may be, to an imprisonment, the amount of said fine and the term of imprisonment to be fixed by the Recorder's Court of the City of Montreal at its discretion, but such fine shall not exceed forty dollars, and the imprisonment shall not be for a longer period than two calendar months; the said imprisonment, however, to cease at any time before the expiration of the term fixed by the said Recorder's Court upon payment of the said fine, or fine and costs, as the case may be, and if the infraction is repeated, such repetition, shall, day by day, constitute, upon summons or arrest, a separate offense.

REGLEMENT No 402

Règlement amendant le règlement No 362 intitulé "Règlement amendant les règlements Nos 236, 250 et 313 concernant les contributions foncières, les taxes et les permis (licences)."

(Adopté le 29 Mars 1910)

A une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce vingt-neuvième jour de mars mil neuf cent dix, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: Son Honneur le Maire, l'Honorable J.-J.-E. Guerin, les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Turcot.

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

Sect. 1.—La section 3 du règlement No 362 intitulé "Règlement amendant les règlements Nos 236, 250 et 313 concernant les contributions foncières, les taxes et les permis (licences)", imposant une taxe sur les personnes résidant en dehors des limites de la Cité, est par le présent abrogée.

BY-LAW No 402

By-Law to amend by-law No. 362, entitled "By-Law to amend by-laws Nos. 236, 250 and 313 concerning assessments, taxes and licences".

(Adopté 29th March, 1910)

At a special meeting of the Council of the City of Montreal, held in the City Hall, this twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and ten, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of the said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin, Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Létourneau, Mayrand, Turcot.

It was ordained and enacted by the said Council as follows:

Sect. 1.—Sect. 3 of by-law No. 362, entitled "By-law to amend by-laws Nos. 236, 250 and 313 concerning assessments, taxes and licenses", imposing a tax on persons residing outside of the City limits, is hereby repealed.

DELIBERATIONS**COMMISSION SPECIALE DE LEGISLATION**

Compte rendu de l'assemblée du 18 mars.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Tétreau, Brodeur, Dubeau & Dandurand.

Assistent aussi à l'assemblée MM. les échevins Prud'homme, Gauvin, Resther, Garceau, Boyd, Mayrand et Ward, M. Jos. Ainey, Commissaire et MM. L. J. Ethier, avocat en chef de la Cité, Wm. Robb, trésorier de la Cité et J. Pelletier, Contrôleur et Auditeur de la Cité.

Les procès-verbaux des deux dernières séances sont lus et approuvés.

1.—M. Buchanan, avocat et M. Molson, représentant la maison J. H. R. Molson & frères, se présentent devant la Commission et soumettent que la ligne homologuée de l'avenue Papineau (ci-devant rue Monarque) a été établie il y a trente-trois ans, et que depuis cette époque aucun effort n'a été fait pour élargir ladite avenue conformément au plan homologué et

Ils demandent en conséquence, que ladite ligne soit élargie.

M. l'échevin Gauvin, demande que la Ville procède à l'élargissement de ladite rue conformément au plan homologué. M. Gauvin attire l'attention de la Commission sur une communication signée par le secrétaire de la Commission du Havre déclarant que l'élargissement de cette rue s'impose, vu que c'est à peu près le seul débouché dans la partie est de Montréal qui conduit sur le port.

Et un débat s'en suivant, il est

Sur proposition de M. l'échevin Tétreau,

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant que le Bureau des Commissaires soit prié de fournir des renseignements plus complets quant à la nécessité de cette

SPECIAL COMMITTEE ON LEGISLATION

Report of meeting held the 18th of March.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Tétreau, Brodeur, Dubeau and Dandurand.

There were also present Ald. Prud'homme, Gauvin, Resther, Garceau, Boyd, Mayrand and Ward, Mr. Jos. Ainey, Commissioner and Messrs L. J. Ethier, chief City attorney, Wm. Robb, City treasurer and J. Pelletier, City comptroller and auditor.

The minutes of the two last meetings were read and confirmed.

1.—Mr. Buchanan, advocate and Mr. Molson, representing the firm J. H. R. Molson & Bros., appeared before the Committee and submitted that the homologated line of Papineau avenue (formerly Monarque street) was opened thirty-three years ago and that from said date no effort was made to widen the said avenue in accordance with the homologated plan, and they therefor ask that the said line be erased.

Ald. Gauvin asked that the City proceed with the widening of said street according to the homologated plan. Mr. Gauvin called the attention of the Committee to a communication signed by the secretary of the Board of Harbour Commissioners, stating that the widening of said street is necessary, inasmuch as it is about the only outlet in the Eastern part of Montreal leading to the harbour.

And a debate arising, it was

On motion of Ald. Tétreau,

Resolved: That a report be made to Council recommending that the Board of Commissioners be instructed to supply more complete information as to the urgency of said

expropriation et quant au coût d'icelle ainsi que quant à l'opportunité d'effacer la ligne homologuée.

2.—MM. J. R. Laurendeau et Joseph Versailles se présentent devant la Commission et demandent que la Ville ne s'oppose pas au projet de loi, qui doit être soumis à la Législature pour incorporer la Compagnie du Boulevard de Montréal.

Ces messieurs expliquent que l'intention de ladite Compagnie est d'établir un grand boulevard partant des limites Est de la Ville de Montréal et s'étendant jusqu'à l'extrémité Est de l'île de Montréal, dans la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, en passant vers la hauteur des terres et vers le trait-carré des fermes du premier rang. A ce sujet, soumis et lu un extrait des procès-verbaux du Conseil, assemblée tenue le 14 mars 1910, transmettant une proposition de M. l'échevin Prud'homme, appuyé par l'échevin Dandurand au sujet de l'établissement du boulevard en question.

Les délégués se retirent après avoir reçu l'assurance que leur demande sera prise en sérieuse considération.

Il est alors,

Résolu: De faire rapport au Conseil l'informant que lors que le projet de loi ci-dessus mentionné sera étudié par la Législature, elle examinera attentivement les pouvoirs demandés par ladite Compagnie et s'opposera énergiquement à tout ce qui pourrait affecter les intérêts de la Cité.

3.—M. Alphonse Décary, avocat, se présente devant la Commission et déclare que la majorité des électeurs de la Ville Notre-Dame de Grâce est favorable à l'annexion de cette ville à la Cité de Montréal, à condition que la section 7 du projet de règlement adopté par le Conseil à ce sujet, soit amendé de la manière suggérée dans une résolution adoptée, il y a quelque temps, par le Conseil de Ville de Notre-Dame de Grâce. M. Décary ajoute que des requêtes dans ce sens seront transmises au Gouvernement provincial.

4.—M. l'échevin Resther se présente devant la Commission au sujet de l'expropriation du perron de l'église de Jésus, rue Bleury. Il informe la Commission qu'il a eu une entrevue à ce sujet avec le Père Recteur des Jésuites et que celui-ci est favorable à l'expropriation et qu'il serait consentant d'accepter la décision des arbitres qui seront nommés.

M. Resther ajoute que, dans son opinion, le coût de cette expropriation ne devrait pas excéder \$65,000.

5.—M. l'échevin Ward suggère à la Commission de faire amender par la Législature le dernier paragraphe de la section 27 de la loi 9 Edouard VII, chap. 81 en retranchant les lettres "k" et "l" dans la troisième ligne dudit paragraphe, de manière à ce que les expropriations pour l'élargissement de la rue de la Montagne et pour l'élargissement de la rue Guy soient faites conformément aux dispositions de la charte de la Cité.

Résolu: Qu'un amendement à cet effet soit inséré dans le bill de la Cité.

6.—Soumise une communication de M. L.-J. Loranger, aviseur légal de l'Association des Citoyens, transmettant une copie du bill qui doit être présenté à la Législature Provinciale au nom de l'Association des Citoyens.

Déposée aux archives et instruction est donné au secrétaire de faire parvenir une copie de ce bill à tous les membres de la Commission, ainsi qu'une copie de tous les bills qui seront présentés à la Législature et qui intéressent la Cité de Montréal.

7.—*Résolu:* De faire rapport au Conseil, recommandant qu'une porte soit percée dans l'antichambre du Conseil, à côté de l'entrée du bureau privé du Greffier de la Cité, afin de mettre cette pièce en communication directe avec le département du Greffier de la Cité et afin qu'elle puisse servir comme bureau privé et comme chambre de réunion pour les membres du Conseil lorsque ceux-ci désirent examiner les rapports et autres documents qui doivent être soumis au Conseil, et de prier le Bureau des Commissaires de faire exécuter cette amélioration sans délai.

8.—Soumis un rapport du Bureau des Commissaires au sujet d'une communication du Gérant de la Compagnie Richelieu & Ontario, relativement aux projets de loi qui sont actuellement devant le parlement fédéral, à l'effet d'accorder à des compagnies le droit de faire dans le fleuve St-Laurent des travaux qui seraient de nature à gêner la navigation et à entraver l'exécution des projets concernant le creusage de ce fleuve et à donner à des individus ou à des compagnies des pouvoirs et des droits que le Gouvernement devrait garder dans l'intérêt du pays.

expropriation and the cost of same, also to state whether it is advisable to erase the homologated line.

Messrs. J. R. Laurendeau and Joseph Versailles appeared before the Committee and asked the City not to oppose the bill which is to be submitted to the Legislature to incorporate "La Compagnie du Boulevard de Montréal".

These gentlemen explained that the intention of the said Company was to open a great boulevard starting from the Eastern limits of the City of Montreal and extending to the East end of the Island of Montreal, in the parish of Pointe-aux-Trembles, going towards the height of lands and the rear of farms in the first range.

In this connection, submitted and read an extract from the minutes of the Council, meeting held the 14th March 1910, transmitting a motion of Ald. Prud'homme, seconded by Ald. Dandurand, anent the establishment of said boulevard.

The delegations withdrew after having been given the assurance that their request would be seriously considered.

It was then

Resolved: That a report be made to Council informing them that when the above mentioned bill shall be considered by the Legislature, they will carefully examine the powers sought for by the said company and shall energetically oppose all that may affect the City's interests.

3.—Mr. Alphonse Décary, advocate, appeared before the Committee and stated that the majority of the electors of the town of Notre-Dame de Grâce was in favor of the annexation of said town to the City of Montreal provided that section 7 of the draft of by-law adopted by the Council to that effect, is amended in the manner suggested in a resolution adopted, some time ago, by the Council of the town of Notre-Dame de Grâce. Mr. Décary asked that petitions in that sense will be transmitted to the provincial Government.

4.—Ald. Resther appeared before the Committee anent the expropriation of the steps and landing of the Jesu Church, on Bleury street. He informed the Committee that he had an interview with the Rector of the Jesuits in this connection and that the latter was, in favor of the expropriation and that he would consent to accept the decision of the arbitrators to be appointed.

Mr. Resther added that, in his opinion, the total cost of said expropriation would not exceed \$65,000.

5.—Ald. Ward suggested to the Committee to apply to the Legislature to amend the last paragraph of section 27 of the act 9 Edward VII, chap. 8, by striking out letters "K" and "L" in the third line of said paragraph, so that the expropriations for the widening of Mountain and Guy streets be made in accordance with the provisions of the City charter.

Resolved: That an amendment to that effect be included in the City's bill.

6.—Submitted a communication from Mr. L. J. Loranger, legal adviser of the Citizens' Association, transmitting a copy of the bill which is to be presented to the Provincial Legislature on behalf of the Citizen's Association.

Filed of record and the secretary was instructed to send a copy of same to all members of the Committee as well as a copy of all the bills to be submitted to the Legislature interesting the City of Montreal.

7.—*Resolved:* That a report be made to Council recommending that a door be opened in the ante-room of the Council, on one side of the entrance of the City clerk's private office, so that the said room be put into direct communication with the City clerk's department and so that it may be used as a private office and a room where the members of Council may meet when they desire to examine reports or other documents to be submitted to Council, and to ask the Board of Commissioners to have the said improvement made without delay.

8.—Submitted a report from the Board of Commissioners anent a communication from the manager of the Richelieu and Ontario Navigation Co., concerning the bills now before the Federal Parliament to grant the companies the right to make in the river St. Lawrence works which may restrain navigation and impede the execution of projects concerning the deepening of the river and to give to persons or companies powers and rights which the Government should retain in the interest of the Country.

Vu que ces compagnies demandent aussi l'autorisation de distribuer l'électricité dans la Ville de Montréal et d'y faire les travaux requis à cette fin sans son consentement, il est

Résolu: De recommander au Conseil de prier le Gouvernement ainsi que les membres de la chambre et du Sénat, représentant la Ville de Montréal, ou y résidant, de s'opposer à tous projets qui affecteraient sérieusement son autonomie et ses intérêts.

9.—Soumise une communication de M. J. F. Chartier, offrant de céder certains terrains pour l'ouverture de la rue Stadacona.

Déposée sur le bureau.

10.—M. L. J. Ethier fait rapport à la Commission qu'il a examiné la demande faite par le Comité des affaires municipales de la Chambre de Commerce au sujet de la revision et de la contestation des rôles d'évaluation et déclare que les avis au sujet des amendements à la charte ne couvrent pas ce point et que d'ailleurs la loi actuelle est suffisante.

Approuvé.

11.—Au sujet de la question soulevée par M. l'échevin Dubeau quant au pouvoir de la Cité de prohiber l'érection d'écuries dans certaines parties de la Ville, M. Ethier répond que la Ville n'a pas ce pouvoir, qu'elle peut réglementer les étables et écuries de louage en vertu de l'article 300 de la charte s.s. 54.

Et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin Dandurand, il est

Résolu: De renvoyer de nouveau cette question à l'avocat de la Cité afin de savoir si le règlement au sujet de l'érection d'écuries ne pourrait pas être amendé de façon à ce qu'aucune écurie ne soit érigée sans le consentement de la majorité des électeurs de l'arrondissement de votation dans lequel sera située telle écurie

12.—Sur la recommandation de l'avocat de la Cité, il est,

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant que l'amendement à l'article 394 de la charte, adopté par le Conseil à la dernière séance, soit changé en retranchant dans la dernière ligne les mots "trente Novembre" et en les remplaçant par les mots "vingt Novembre".

13.—Soumise une résolution adoptée à une assemblée de l'Association des Citoyens, au sujet des projets de loi soumis à la Législature, à l'effet d'annexer certaines municipalités ou parties de municipalités à d'autres municipalités.

Résolu: D'informer ladite Association qu'une résolution a été adoptée par le Conseil s'opposant à ces annexions

14.—Soumis un extrait des minutes du Bureau des Commissaires transmettant à cette Commission une communication de M. C. E. Gault, demandant qu'un certain terrain situé rue Sherbrooke, entre la rue St-Marc et l'avenue Atwater, soit acheté et converti en parc public.

Déposée sur le bureau pour être discutée lorsque la question des expropriations sera étudiée.

15.—Relativement à la suggestion faite par le Président du Bureau des Estimateurs à l'effet d'amender la section B. de l'article 362 de la charte relativement aux écoles qui sont exemptées de taxes, M. l'avocat de la Cité fait rapport qu'il n'est pas opportun de demander des amendements à cette section.

16.—Soumise une requête des propriétaires et locataires du quartier de Lorimier, demandant que la Ville procède à l'ouverture des rues Messier, Parthenais, Masson, St-Jérôme et Fullum, à travers le lot du cadastre No. 162 des plan et livre de renvoi officiels de la Côte Visitation dans le Nord du quartier de Lorimier.

Comme les rues en question ne sont pas homologuées, il est

Résolu: De recommander au Conseil qu'instructions soient données à l'Inspecteur de la Cité de tracer, indiquer et projeter sur les plans de la Ville les rues en question, et que l'avocat de la Cité soit autorisé à s'adresser à la Cour supérieure pour demander la confirmation et la ratification desdits plans avec ces rues projetées, conformément aux dispositions des articles 413 et 414 de la charte de la Cité

16.—Soumis un projet d'arrangement supplémentaire entre la Cité de Montréal et la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, pour la location à ladite Compagnie des parties des rues Bisson et Donegana et d'une ruelle qui ont été fermées en vertu du règlement No. 392 et d'un acte d'arrangement entre la Cité et ladite Cie le 6 août 1909.

Whereas these companies are also asking for authority to distribute electricity in the City of Montreal and to execute therein the works required for said purpose without its consent, it was

Resolved: To recommend to Council that the Government, the members of the House of Commons and of the Senate representing or residing in the City of Montreal be requested to oppose all bills affecting seriously its autonomy and its interests.

9.—Submitted a communication from M. J. F. Chartier, offering to cede certain pieces of land for the opening of Stadacona street.

Laid on the table.

10.—Mr. L. J. Ethier informed the Committee that he had examined the petition made by the Committee on Municipal affairs of the "Chambre de Commerce" anent the revision and the contestation of the assessment rolls, and stated that the notices anent the amendments to the charter do not cover the point and that besides, the present legislation is sufficient.

Approved.

11.—In connection with the question raised by Ald. Dubeau as to the power of the City to prohibit the erection of stables in certain parts of the City, Mr. Ethier replied that the City has not that power, that it can adopt by-laws to regulate the stables and livery-stables in virtue of article 300 of the charter, s.s. 54.

And a debate arising,

On motion of Ald. Dandurand, it was

Resolved: That the matter be once more referred to the City attorney so as to ascertain whether the by-law concerning the erection of stables could not be amended so that no stable be erected without the consent of the majority of electors of the electoral district in which such stable shall be located.

12.—On recommendation of the City attorney, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that the amendment to article 394 of the charter, adopted at the last meeting, be changed by striking out from the last line thereof the words "thirtieth November" and by replacing them by the words "twentieth November".

13.—Submitted a resolution adopted at a meeting of the Citizens' Association, anent the bills to be submitted to the Legislature for the annexation of certain municipalities or parts of municipalities to other municipalities.

Resolved: That the said Association be informed that a resolution was adopted by the Council to oppose said annexations.

14.—Submitted an extract from the minutes of the Board of Commissioners transmitting to this Committee a communication from Mr. C. E. Gault, asking that a certain piece of land on Sherbrooke street, between St. Mark street and Atwater avenue, be purchased and converted into a public park.

Laid on the table to be discussed when the question of expropriations is considered.

15.—With regard to the suggestion offered by the chairman of the Board of Assessors to amend section B of article 362 of the charter anent schools which are exempt from taxation, the City attorney stated that it was not advisable to apply for amendments to that section.

16.—Submitted a petition from proprietors and tenants of DeLorimier ward, asking the City to proceed with the opening of Messier, Parthenais, Masson, St. Jérôme and Fullum streets, through cadastral lot No. 162 of the plan and book of reference of Côte Visitation in the North of DeLorimier ward.

As the said streets are not homologated, it was

Resolved: To recommend Council that instructions be given to the City surveyor to lay out, indicate and project upon the plans of the City, the streets in question and that the City attorney be authorized to apply to the Superior Court so that the said plans with the said proposed streets be confirmed and ratified, in accordance with the provisions of articles 413 and 414 of the City charter.

16.—Submitted a supplementary deed of agreement between the City and the Canadian Pacific Railway Company, for the leasing to said Company of Bisson and Donegana streets and of a lane which were closed by virtue of by-law No 392 and of a deed of agreement passed between the City and said Company in August 1909.

Résolu: De recommander que ce projet d'acte supplémentaire soit approuvé et que Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité soient autorisés à le signer au nom de la Cité.

De recommander de plus qu'une clause soit insérée dans le bill de la Cité, à l'effet de ratifier l'arrangement passé le 6 août 1909 ainsi que l'arrangement supplémentaire ci-dessus mentionné.

M. l'échevin Boyd demande s'il ne serait pas opportun de demander à la Compagnie de chemin de fer du Pacifique de céder à la Cité le terrain appartenant à ladite Compagnie et qui est nécessaire pour élargir la rue de la Montagne, conformément au plan homologué.

Résolu: De donner instruction d'écrire à ladite Compagnie à cet effet.

17.—Soumis un extrait des minutes d'une assemblée du Bureau des Commissaires, au sujet d'une requête de M. Harvey, avocat, demandant que soit suspendue la perception de la taxe imposée pour l'expropriation de la rue Hutchison.

Sur l'avis de l'avocat en chef de la Cité, il est,

Résolu: De refuser cette demande.

18.—L'Hon. P.-E. Leblanc se présente de nouveau devant la Commission et demande que les terres en culture qui ont été annexées au quartier St-Denis soient évaluées à \$100 de l'arpent.

M. l'échevin Tétreau

Propose: Qu'une clause soit insérée dans le bill de la Cité décrétant que tous les lots en culture dans le quartier St-Denis seront évalués à \$100 par arpent d'ici à 5 ans.

Ladite proposition étant mise aux voix, elle est négative.

M. l'échevin Tétreau ayant seul voté en faveur.

19.—Est soumis et lu un rapport de la sous-commission, au sujet de l'opportunité d'imposer une taxe sur les taxis, et il est

Résolu: D'inclure dans le bill de la Cité l'amendement suggéré par ladite sous-commission.

20.—La Commission procède alors à l'étude du projet d'amendements supplémentaires à la charte, préparé par l'avocat de la Cité et par le greffier de la Cité.

La section 1 étant lue, elle est agréée.

Les sections 2 et 3 sont retranchées.

Les sections 4, 5, 6, 7, 8 et 9 étant lues, elles sont agréées

La section 10 étant lue, il est

Résolu: De retrancher le paragraphe b et d'ajouter les expropriations suivantes:

Prolonger l'avenue de la Montagne, de l'avenue Maplewood au chemin de la Côte Sainte-Catherine.

Exproprier ou acquérir le terrain vacant sur la rue Sherbrooke entre la rue Saint-Marc et l'avenue Atwater, pour y établir un parc public ou un terrain de jeu.

Prolonger les rues Messier, Parthenais, Masson, Saint-Jérôme et Fullum, à une largeur de 66 pieds, à travers le lot du cadastre No. 162 des plan et livre de renvoi officiels de la Côte Visitation.

Ouvrir la rue Fabre de la rue Gilford à l'avenue Laurier, conformément au plan homologué.

Ouvrir la rue Garnier de la rue Gilford à l'avenue Laurier, conformément au plan homologué.

Exproprier certains immeubles afin de compléter l'élargissement de la rue Aqueduc, conformément au plan homologué.

Les sections 11, 12 et 13 sont lues et agréées.

Il est

Résolu: De soumettre au Conseil un rapport séparé en ce qui regarde les expropriations.

Il est aussi,

Résolu: De recommander au Conseil que la délégation nommée pour surveiller la législation devant la Législature de Québec, reçoive instruction d'insister pour que, dans chaque bill qui sera présenté, qui serait de nature à affecter les intérêts de la Cité, une clause soit insérée qu'aucune compagnie n'exercera de franchise ou privilèges dans la Cité de Montréal, sans le consentement de ladite Cité. Ce consentement devant être donné par règlement et contenir toutes les conditions que la Cité jugera à propos d'y insérer pour la protection de ses intérêts.

JULES CREPEAU,

Sous-Greffier de la Cité.

Resolved: To recommend that the said draft of supplementary agreement be approved and that His Worship the Mayor and the City clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

Furthermore, to recommend that a clause be included in the City's bill to ratify the deed of agreement made in August 1909 as well as the above mentioned supplementary agreement.

Ald. Boyd asked the Committee if it would not be advisable to apply to the Canadian Pacific Railway Company for the cession to the City of a piece of land belonging to the said Company and which is required for the widening of Mountain street according to the homologated plan.

Resolved: That instructions be given to write the said Company in this connection.

17.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of the Board of Commissioners against a petition from Mr. Harvey, advocate, asking that the collection of taxes imposed for the expropriation of Hutchison street be suspended.

Upon the Chief City attorney's advise, it was

Resolved: That the said petition be not entertained.

18.—Hon. P. E. Leblanc appeared again before the Committee and asked that the cultivated land annexed to St. Denis ward be assessed at \$100 an arpent.

Ald. Tétreau moved,

That a clause be included in the City's bill enacting that all the cultivated lands in St. Denis ward be assessed at \$100 per arpent from now until 5 years.

The said motion being put, it passed in the negative,

Ald. Tétreau having alone voted in favor of the same.

19.—Submitted and read a report from the sub-committee appointed on the advisability of imposing a tax on taxicabs, and it was

Resolved: To include in the City's bill the amendment suggested by the said sub-committee.

20.—The Committee then proceeded to consider the draft of supplementary amendments to the charter, prepared by the City attorney and the City clerk.

Section 1 being read, it was agreed to.

Section 2 and 3 were struck out.

Sections 4, 5, 6, 7, 8 and 9 being read, were agreed to.

Section 10 being read, it was

Resolved: To strike paragraph b and to add thereto the following expropriations:

To extend Messier, Parthenais, Masson, St. Jérôme and Côte Ste. Catherine Road.

To expropriate or acquire the vacant lot on Sherbrooke street between St. Mark street and Atwater avenue in order to establish thereon a public park or playgrounds.

To extend Messier, Parthenais, Masson, St. Jérôme and Fullum streets, at a width of 66 feet, through lot cadastral No. 162 of the plan and book of reference of Côte Visitation.

To open Fabre street, from Gilford street to Laurier avenue, in accordance with the homologated plan.

To open Garnier street, from Gilford street to Laurier avenue, in accordance with the homologated plan

To expropriate certain immovables in order to complete the widening of Aqueduct street, in accordance with the homologated plan.

Section 11, 12 and 13 were read and agreed to.

It was

Resolved: To submit to Council a separate report with regard to expropriations.

It was also

Resolved: To recommend Council that the delegation appointed to look after the legislation before the Quebec Legislature, be instructed to require that in each bill submitted which might affect the City's interests, a clause be inserted, enacting that no company shall exercise franchises or privileges in the City of Montreal without the City's consent. The aforesaid consent to be given by by-law containing all the conditions the City may deem advisable to insert therein for the protection of its interests.

Adjourned.

JULES CREPEAU,

Asst. City Clerk.

COMMISSION SPECIALE DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 29 mars.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, Brodeur, O'Connell, Dandurand, Robinson, Tétreau, Dubeau et Son Honneur le Maire Guerin et M. L.-J. Ethier, avocat en chef de la Cité.

Les minutes de la dernière séance sont lues et approuvées.

En réponse à une question de M. l'échevin Brodeur, le Président informe la Commission qu'il est allé à Québec la semaine dernière en compagnie de MM. les échevins Tétreau, Dubeau et Mayrand et de l'avocat en chef de la Cité et que le Premier Ministre a accordé une entrevue aux personnes qui s'intéressent à l'établissement d'une Commission Métropolitaine de Parcs.

Il ajoute qu'il a profité de son voyage pour remettre aux officiers en loi les amendements supplémentaires à la charte de la Cité.

Son Honneur le Maire entre dans la chambre de la Commission et prend son siège.

Son Honneur le Maire explique à la Commission que cette assemblée a été convoquée à sa demande afin de prendre en considération une résolution du Bureau des Commissaires approuvant l'établissement d'un boulevard s'étendant des limites Est aux limites Ouest de la Cité, conformément à un plan préparé par M. Wm Lyall.

Et un débat s'ensuivant,

Sur proposition de M. l'échevin Dandurand, il est

Résolu: De donner instruction à l'avocat de la Cité de rédiger et de soumettre au Conseil un amendement à la charte autorisant la Cité à établir un boulevard de l'Est à l'Ouest de la Cité et à exproprier les terrains nécessaires à cette fin au prix de l'évaluation municipale plus 33 1-3 pour cent et à emprunter une somme n'excédant pas \$10,000,000 pour défrayer le coût de cette amélioration. De demander aussi que la Cité soit autorisée à acheter et à revendre les terrains de chaque côté de ce boulevard et à régler le mode de construction des édifices sur ledit boulevard.

M. Ethier soumet différents projets de bill qui sont actuellement devant la Législature, entre autres Bills Nos. 70 et 71, concernant l'établissement de chemins de fer souterrains.

Il est

Résolu: De donner instruction à l'avocat de la Cité de s'adresser au Comité des Bills Privés de l'Assemblée Législative pour obtenir que tous les bills qui intéressent la Cité de Montréal soient étudiés durant la même semaine.

Il est

Résolu: De donner instruction au secrétaire de transmettre à Québec toutes les copies de journaux et autres documents se rapportant au bill de la Cité

Soumis un rapport du Bureau des Commissaires recommandant d'amender le règlement No 302, sect. 51, de manière à abolir les licences donnant aux commerçants le droit d'exercer leur négoce sur les marchés publics. Vu que d'après l'article 300b de la charte de la Cité, tel qu'amendé par 4 Ed. VII, chap. 49, art. 8, le Conseil peut par une simple résolution, autoriser la Commission des Marchés à abolir les places à être occupées par les commerçants sur les différents marchés publics, il est

Résolu: De recommander au Conseil que les postes ou places à être occupées par les commerçants sur les différents marchés publics soient abolis, à l'exception du Marché Bonsecours (les commerçants étant déjà exclus de ce marché par l'article 353a de la Charte tel qu'amendé), et que le Bureau des Commissaires qui remplace la Commission des Marchés soit autorisé à décréter cette abolition et à lui donner à partir du 1er mai prochain, force de loi.

De recommander de plus que le Trésorier de la Cité et le surintendant du département des Licences reçoivent instruction de ne plus donner de licences aux commerçants à partir du 1er mai prochain leur permettant de faire affaire sur les marchés publics.

Vu l'absence du Trésorier de la Cité, la question de l'emprunt de £1,000,000 est remise à une prochaine séance.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Sous-Greffier de la Cité.

SPECIAL COMMITTEE ON LEGISLATION

Report of meeting held the 29th of March.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Brodeur, O'Connell, Dandurand, Robinson, Tétreau, Dubeau, His Worship Mayor Guerin and Mr L. J. Ethier, chief City attorney.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

Replying to a question put by Ald. Brodeur, the Chairman informed the Committee that he went to Quebec last week with Ald. Tétreau, Dubeau and Mayrand and the chief City attorney, and that the Prime Minister had granted an interview to the persons interested in the establishment of a Metropolitan Parks Committee.

He added that he profited of his trip to remit to the officers in law the supplementary amendments to the City charter.

His Worship the Mayor entered the Committee room and took his seat.

His Worship the Mayor explained to the Committee that this meeting was convened at his request in order to consider a resolution of the Board of Commissioners concurring in the establishment of a boulevard extending from the Eastern limits to the Western limits of the City, in accordance with a plan prepared by Mr. Wm. Lyall.

And a debate arising,

On motion of Ald. Dandurand, it was

Resolved: That the City attorney be instructed to draft and submit to Council an amendment to the City charter authorizing the City to establish a boulevard from the East to the West of the City and to expropriate the land required for such purpose, at the price of the municipal valuation plus 33 1-3 per cent, and to borrow a sum not exceeding \$10,000,000 to defray the cost of said improvement.

Also to ask that the City be authorized to purchase and sell the lands on both sides of said boulevard and to regulate the building of houses on the said boulevard.

Mr. Ethier submitted different bills which are now before the Legislature, among other Bills Nos. 70 and 71, concerning the establishment of underground railways, and it was

Resolved: That the City attorney be instructed to apply to the Committee on Private Bills of the Legislative Assembly, to obtain that all the bills interesting the City of Montreal be considered during the same week.

It was also

Resolved: That instructions be given to the secretary to transmit to Quebec all the copies of newspapers and other documents pertaining to the City's bill.

Submitted a report from the Board of Commissioners recommending that by-law No. 302, sect. 51 be amended, so as to abolish licenses giving to traders the right to trade on the public markets. As by Article 300b of the City charter, as amended by 4 Edw. VII, chap. 49, art. 81, the Council may, by simple resolution, authorize the Market Committee to abolish the places to be occupied by traders on the various public markets, it was

Resolved: To recommend to Council that the stands or places to be occupied by traders on the various public markets be abolished, except on Bonsecours market (traders being already excluded from said market by article 353a of the charter as amended), and that the Board of Commissioners replacing the Market Committee, be authorized to order the said abolition and to give the same force of law from the 1st of May next.

Furthermore, to recommend that the City treasurer and the superintendent of the License department be instructed not to grant any further licenses to traders from the 1st of May next, allowing them to do business on the public markets.

Owing to the absence of the City treasurer, the question of the £1,000,000 loan was deferred until the next meeting.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Asst. City Clerk.

COMMISSION D'ENQUETE re ACCUSATIONS CONTRE LE CONSTABLE PELLENIER

Compte rendu de l'assemblée du 1er avril.

Sont présents: MM. les échevins Boyd, président, Brodeur, Prud'homme, Resther, Mayrand, Ward et Carter.

Les minutes de la dernière séance sont lues et approuvées.

L'Hon. P-E. Leblanc, C.R., demande la permission de comparaître pour le constable Pelletier.

Cette permission est accordée.

M. Olivar Asselin comparaît pour lui-même.

M. Marcel Gabard, sténographe officiel, offre ses services comme sténographe à la Commission, aux conditions suivantes:

16 cents du cent mots pour une copie et 12 cents par page pour chaque copie supplémentaire.

Résolu: D'accepter l'offre de M. Gabard.

M. Gabard est alors assermenté par M. le Président.

Le secrétaire donne lecture de la lettre d'accusation de M. Olivar Asselin et des affidavits de MM. Geo Vandelac fils et du détective F. Guérin.

Les témoins suivants sont alors assermentés et donnent leur témoignage:

Olivier Campeau, chef de Police,

M. L. Grandchamps, inspecteur de Police.

M. le Président demande à M. Olivar Asselin s'il désire donner son témoignage.

M. Asselin répond: Non.

La Commission continue alors l'examen des témoins.

M. Geo. Vandelac, fils,

M. Ferd. Guérin, détective,

M. E. Pelletier, constable,

M. T. Bellefleur, capitaine de Police,

M. Maurice Loranger, N.P.,

M. R. Charbonneau, détective,

M. S. Lehuquet, détective,

M. Thom. Markey, détective.

M. Asselin déclare alors sa preuve close en autant qu'il est concerné.

Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est

Résolu: D'ajourner à lundi à 2 heures p.m., afin d'examiner Mlle Pelletier, soeur du constable Pelletier et le détective Markey. (M. l'échevin Prud'homme dissident.)

JULES CREPEAU,

Sous-Greffier de la Cité.

COMMISSION D'ENQUETE re ACCUSATIONS CONTRE LE CONSTABLE E. PELLENIER

Compte rendu de l'assemblée ajournée du 4 avril.

Sont présents: M. les échevins Boyd, président, Prud'homme, Brodeur, Ward, Resther, Mayrand.

L'Hon. P-E. Leblanc, aviseur légal du constable Pelletier est aussi présent.

Les témoins suivants sont assermentés et donnent leurs témoignages:

Mlle Marie-Louise Pelletier et le détective T. Markey.

Ajournement.

JULES CREPEAU,

Sous-Greffier de la Ville.

INVESTIGATION COMMITTEE re CHARGES LAID AGAINST CONSTABLE PELLETIER

Report of meeting held the 1st of April.

Present: Ald. Boyd, chairman, Brodeur, Prud'homme, Resther, Mayrand, Ward and Carter.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

Hon. P. E. Leblanc, K.C., asked for permission to appear for constable Pelletier.

The permission sought for was granted.

Mr. Olivar Asselin appeared for himself.

Mr. Marcel Gabard, official stenographer, offered to the Committee his services as stenographer, on the following conditions:

16 cents per 100 words for one copy and 12 cents per page for each additional copy.

Resolved: To accept Mr. Gabard's offer.

Mr. Gabard was then sworn by the chairman.

The secretary read Mr. Olivar Asselin's letter containing the charges and the affidavits of Messrs Geo. Vandelac, junior, and detective F. Guerin.

The following witnesses were then sworn and gave evidence:

Olivier Campeau, chief of Police,

Mr. L. Grandchamps, Police inspector.

The Chairman asked Mr. Olivar Asselin whether he wished to give evidence.

Mr. Asselin answered: No.

The Committee then proceeded with the examination of witnesses:

Mr. Geo. Vandelac, junior,

Mr. Ferd. Guérin, détective,

Mr. E. Pelletier, constable,

Mr. T. Bellefleur, captain of Police,

Mr. Maurice Loranger, N.P.,

Mr. R. Charbonneau, détective,

Mr. S. Lehuquet, détective,

Mr. Thom. Markey, détective.

Mr. Asselin then declared that his evidence was closed as far as he was concerned.

On motion of Ald. Ward, it was

Resolved: To adjourn until 2 o'clock, p.m., so as to examine Miss Pelletier, sister of constable Pelletier and detective Markey. (Ald. Prud'homme dissenting.)

JULES CREPEAU,

Asst. City Clerk.

INVESTIGATION COMMITTEE re CHARGES LAID AGAINST CONSTABLE E. PELLENIER

Report of adjourned meeting held the 4th of April.

Present: Ald. Boyd, chairman, Prud'homme, Brodeur, Ward, Resther, Mayrand.

Hon. P. E. Leblanc, legal adviser for constable Pelletier, was also present.

The following witnesses were sworn and gave evidence:

Miss Marie-Louise Pelletier and detective T. Markey.

Adjourned.

JULES CREPEAU,

Asst. City Clerk.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 4 avril.

Son Honneur le Maire, l'Honorable J.-J.-E. Guerin, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand Turcot, et MM. les Commissaires Ainey, Dupuis, Lachapelle et Wanklyn.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et approuvé.

REQUETES, ETC.

1.—De la "Montreal Light, Heat & Power Co." informant le Conseil de son intention d'ouvrir certaines rues pour y poser des conduits souterrains.

2.—De l'Institut Technique de Montréal, demandant une subvention de \$5,000.

3.—De M. Charles Pagé, à l'effet d'installer deux machines à vapeur.

4.—De contribuables de l'avenue des Pins, s'opposant à l'établissement d'une route de tramway.

5.—De marchands qui se plaignent de certains genres d'affaires qui se font à la porte des magasins.

6.—Protêt de M. J.-L. Senécal contre la Ville.

7.—De l'inspecteur de la Ville répondant à certaines questions *re* "C. P. Ry Co."

8.—De la Compagnie de Téléphone Bell, à l'effet d'ériger des poteaux dans l'avenue Maplewood.

9.—De contribuables, au sujet du transport de la pierre par la "M. S. Ry Co."

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

10.—De la Ligue Anti-alcoolique demandant au Conseil d'endosser une certaine résolution.

Renvoyée à la Commission Spéciale de Législation.

11.—Du Département en Loi, au sujet de procédures contre certains membres du Conseil et certains fonctionnaires *re* Enquête Cannon.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que ladite opinion soit imprimée dans le prochain numéro de la *Gazette Municipale*.

12.—Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin CLEMENT, il est

Résolu: Que les chefs des différents services soient priés de ne pas donner d'entrevues aux journaux au sujet des affaires municipales sans avoir au préalable consulté le Bureau des Commissaires.

Sur proposition de M. l'échevin PRUD'HOMME, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que la Commission Spéciale de Législation soit priée d'étudier un projet de loi concernant l'expropriation des immeubles ainsi que l'effacement de certaines lignes homologuées et de faire rapport au Conseil.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin TETREAU, il est

Résolu: Que la Commission Spéciale de Législation soit priée d'étudier l'opportunité de faire certains amendements à l'acte 29 de la loi 9 Ed. VII, chap. 81, relativement à l'acquisition de l'exploitation de la "Montreal Water & Power Co." et de présenter au Conseil un rapport sur cette question dans le plus court délai possible.

15.—M. l'échevin BRODEUR, appuyé par M. l'échevin DANDURAND,

Propose: Considérant qu'il y a devant le gouvernement provincial des demandes de franchises pour des voies souterraines dans les limites de la Cité de Montréal;

Considérant que les Commissaires et le nouveau Conseil ne sont pas prêts à abandonner les droits de la Ville et à octroyer des privilèges sans avoir étudié les plans des requérants;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration financière de cette Ville que le Conseil demande lui-même à ce que ces chartes soient étudiées par le gou-

CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 4th April.

His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, and Commissioners Ainey, Dupuis, Lachapelle and Wanklyn.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

RECEIVING PETITIONS, ETC.

1.—From Montreal Light, Heat & Power Co. informing Council of their intention to open certain streets to lay underground conduits.

2.—From Montreal Technical Institute for a grant of \$5,000.

3.—From Mr. Charles Pagé to erect two steam engines.

4.—From ratepayers, Pine avenue, against the establishment of a street railway track.

5.—From Merchants complaining of certain business carried on at the door of stores.

6.—Protest by J. L. Senécal against the City.

7.—From City surveyor, replying to certain questions *re* C. P. Ry. Co.

8.—From Bell Telephone Co., to erect poles in Maplewood avenue.

9.—From ratepayers, in connection with the hauling of stone by the M. S. Ry. Co.

Referred to the Board of Commissioners.

10.—From "La Ligue Anti-alcoolique" asking Council to endorse a certain resolution.

Referred to the Special Committee on Legislation.

11.—From Law Department anent proceedings against certain members of the Council and officials *re* Cannon's investigation.

On motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said opinion be printed in the next issue of the *Municipal Gazette*.

12.—On motion of Ald. Tétreau, seconded by Ald. CLEMENT, it was

Resolved: That the heads of the different departments be requested not to give any interviews to the newspapers concerning municipal matters without having previously consulted the Board of Commissioners.

On motion of Ald. PRUD'HOMME, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That the Special Committee on Legislation be requested to consider a draft of law concerning real estate expropriations as well as the erasing of certain homologated lines and to report to Council.

14.—On motion of Ald. N. LAPOINTE, seconded by Ald. TETREAU, it was

Resolved: That the Special Committee on Legislation be requested to consider the advisability of making certain amendments to Art. 29 of the Law 9, Ed. VII, chap. 81, concerning the expropriation of the Montreal Water & Power Co. and to report to Council thereon within the shortest possible delay.

15.—Ald. BRODEUR moved, seconded by Ald. DANDURAND,

Whereas there are before the Provincial Government applications for franchises for the establishment of underground lines within the limits of the City of Montreal;

Whereas the Commissioners and the new Council are not prepared to abandon the City's rights and to grant privileges without having considered the applicants' plans;

Whereas, in the interest of the good financial administration of this City, the Council should ask that the char-

vernement seulement qu'après avoir été soumises à la Cité de Montréal;

Et il est

Résolu: Que les délégués soient chargés de faire des représentations au gouvernement dans ce sens.

16.—M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND,

Propose: Que le Bureau des Commissaires soit prié de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour assurer à la langue française tous ses droits dans l'administration des affaires civiques, à l'Hôtel de Ville et dans la Cité, et que tout y soit écrit et imprimé dans les deux langues.

Et un débat s'engageant,

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Robinson, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—20.

Contre: Ward, Carter—2.

Ladite proposition est ainsi affirmative, et il est

Résolu: En conséquence.

ACTES.

17.—Quittance de Delle Julia Labelle à la Cité de Montréal

18.—Quittance de la Cité de Montréal à Emery Dupuis.

19.—Main-levée de la Cité de Montréal à Philibert Trudeau.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LECLAIRE, il est

Résolu: Que lesdits actes soient approuvés et que Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité soient autorisés à les signer au nom de la Ville.

INTERPELLATIONS DE MM. LES ECHEVINS.

20.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires par différents membres du Conseil, savoir:

(1) M. l'échevin Ward *re* certains trottoirs situés dans le quartier Saint-André,

(2) M. l'échevin Tétreau *re* engagement des journaliers,

(3) M. l'échevin Tétreau *re* pose du macadam dans certaines parties du quartier Saint-Denis,

(4) M. l'échevin Tétreau *re* M. S. Ry Co.,

(5) M. l'échevin Clément *re* transport de matériaux pour travaux publics par la M. S. Ry. Co.,

(6) M. l'échevin Roux *re* ouverture de la rue Sainte-Elizabeth,

(7) M. l'échevin Roux *re* certains travaux dans Rosemont,

(8) M. l'échevin Roux *re* emploi des charretiers dans le service de la Voirie,

(9) M. l'échevin Tétreau *re* transport de la pierre de la Carrière d'Outremont par la "M. S. Ry. Co.",

(10) M. l'échevin Prud'homme, *re* transport de marchandises par la "Montreal Park & Island Ry.",

(11) M. l'échevin Clément, au sujet de l'état de certaines rues dans le quartier Duvernay.

Ordonné que ces questions soient renvoyées au Bureau des Commissaires.

AVIS DE MOTIONS.

21.—De M. l'échevin Boyd, à l'effet d'amender le règlement No 399 *re* contributions foncières, etc.

22.—De M. l'échevin Tétreau, pour changer la route No 7 du règlement No 210.

23.—De M. l'échevin Dubeau, pour donner certaines instructions au secrétaire du Bureau des Commissaires

24.—De M. l'échevin L. A. Lapointe, à l'effet de pourvoir à l'examen des rapports présentés au Conseil.

RAPPORTS.

25.—Du Bureau des Commissaires, répondant à certaine question de M. l'échevin Turcot.

26.—Du Bureau des Commissaires, pour fixer les salaires du service de l'Éclairage.

27.—Du Bureau des Commissaires, pour payer certains comptes de 1909 au montant de \$291.93.

ters applied for be submitted to the City of Montreal before being considered by the Government;

And it was

Resolved: That the delegates representing the City be instructed to make representations to the Government to that effect.

16.—Moved by Ald. TETREAU, seconded by Ald. MAYRAND,

That the Board of Commissioners be requested to immediately adopt the necessary measures in order that the French language may be fully recognized in the administration of civic affairs, at the City Hall and in the City, and that all be written and printed in both languages.

And a debate arising,

The vote being taken on said motion, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Robinson, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—20.

Nays: Ward, Carter—2.

So it was carried, and

Resolved: Accordingly.

DEEDS.

17.—Acquittance by Julia Labelle to the City of Montréal.

18.—Acquittance by the City of Montreal to Emery Dupuis.

19.—Main-levée by the City of Montreal to Philibert Trudeau.

On motion of Aid. L. A. Lapointe, seconded by Ald. LECLAIRE, it was

Resolved: That said deeds be approved of and that His Worship the Mayor and the City clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

QUESTIONS PUT BY MEMBERS.

20.—Certain questions were put to the Board of Commissioners by different members of the Council, viz:

(1) Ald. Ward *re* certain sidewalks in St. Andrew Ward.

(2) Ald. Tétreau *re* engagement of laborers,

(3) Ald. Tétreau *re* macadamizing of certain part of St. Denis ward,

(4) Ald. Tétreau *re* M. S. Ry. Co.,

(5) Ald. Clément *re* carrying of material for public works by M. S. Ry. Co.,

(6) Ald. Roux *re* opening of St. Elizabeth street,

(7) Ald. Roux, *re* certain works in Rosemont,

(8) Ald. Roux *re* employment of carters in the Road department,

(9) Ald. Tétreau *re* carrying of stone from Outremont quarry by M. S. Ry. Co.

(10) Ald. Prud'homme *re* carrying of freight by Montreal Park and Island Ry.,

(11) Ald. Clément concerning the condition of certain streets in Duvernay Ward.

Ordered: To be referred to the Board of Commissioners

NOTICES OF MOTIONS.

21.—By Ald. Boyd, to amend By-law No. 399 *re* assessments, etc.

22.—By Ald. Tétreau, to alter route No. 7 of By-law No. 210.

23.—By Ald. Dubeau, to give certain instructions to the Secretary of the Board of Commissioners.

24.—By Ald. L. A. Lapointe, to provide for the examination of reports to Council.

REPORTS.

25.—From Board of Commissioners, replying to certain question by Ald. Turcot.

26.—From Board of Commissioners, to fix the salaries of the Lighting Department.

27.—From Board of Commissioners, to pay certain accounts of 1909 amounting to \$291.93.

28.—Du Bureau des Commissaires, *re* nomination de constables spéciaux.

29.—Du Bureau des Commissaires, au sujet de certains chefs de départements qui négligent de se servir de la langue française en rapport avec les avis officiels.

30.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. P.-E. Alarie de construire une écurie.

31.—Du Bureau des Commissaires, pour régler certaines réclamations au chiffre de \$431.15.

32.—Du Bureau des Commissaires, pour autoriser le chef du service des Incendies à acheter une automobile.

33.—Du Bureau des Commissaires, pour approuver l'acte de vente passé entre la Ville St-Louis et Madame Lyman.

34.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à la "Anglo-American Leather Co." de modifier une certaine construction.

35.—Du Bureau des Commissaires, pour permettre à M. Armand Brunet d'ouvrir une cour à bois de construction.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés (M l'échevin Tétreau dissident quant à l'item No 32.)

36.—Du Bureau des Commissaires, concernant l'expropriation de la rue Sherbrooke.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et déposé sur le bureau.

37.—Du Bureau des Commissaires, *re* personnel du Département des Parcs.

Question différée à la demande de M. l'échevin Roux.

ORDRE DU JOUR.

38.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires à l'effet d'augmenter le crédit affecté à l'entretien des enfants délaissés,

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GAUVIN, il est

Résolu: Que le rapport maintenant devant le Conseil soit amendé de manière à ce que le taux de l'entretien des enfants délaissés soit fixé comme suit:—pour les petits garçons, \$8 par mois; pour les petites filles, \$7 par mois; ces nouveaux taux devant être payés aux institutions mentionnées dans le rapport du Bureau des Commissaires à compter du 1er mai prochain, et un contrat devant être passé, mais pour un an seulement, à compter de la "date susdite", et que, ainsi amendé, ledit rapport soit reçu et adopté.

39.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M l'échevin Prud'homme à l'effet d'instituer des procédures contre la "M. S. R. Co.",

Sur proposition de M. l'échevin PRUD'HOMME, appuyé par M. l'échevin LAMOUREUX, il est

Résolu: Qu'une Commission composée de MM. les échevins L.-A. Lapointe, Gauvin et Turcot soit priée de rencontrer les autorités de la Compagnie des Chars Urbains de Montréal afin d'en venir à une entente pour la construction et la mise en opération d'une ligne de tramway dans le quartier Mont-Royal, vu que la construction de cette voie est d'utilité publique et dans l'intérêt de tous les citoyens de Montréal qui désirent se rendre aux cimetières catholique et protestant, et de faire rapport au Conseil.

40.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 2ème et 3ème lectures un règlement à l'effet de garantir les obligations de la Compagnie d'Exposition Industrielle de Montréal, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et

La section 1 étant lue, elle est agréée.

Ledit règlement est alors lu une deuxième fois, et il est agréé.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que la règle 79 soit suspendue et que le Conseil procède à l'étude dudit règlement en troisième lecture (M l'échevin Létourneau dissident.)

Ledit règlement est alors lu pour la troisième fois, et il est agréé. (M. l'échevin Létourneau dissident.)

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit

28.—From Board of Commissioners, *re* appointment of special constables.

29.—From Board of Commissioners, anent certain heads of departments who failed to use the French language in connection with official notices.

30.—From Board of Commissioners, to allow Mr. P. E. Alarie to erect a stable.

31.—From Board of Commissioners, to settle certain claims amounting to \$431.15.

32.—From Board of Commissioners, to authorize the Chief of the Fire Department to purchase an automobile

33.—From Board of Commissioners, to approve deed of sale between Ville St. Louis and Madame Lyman.

34.—From Board of Commissioners, to allow the Anglo-American Leather Co. to alter a certain building.

35.—From Board of Commissioners, to allow Mr. Armand Brunet to open a lumber yard.

On motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said reports be received and adopted. (Ald. Tétreau dissenting as to item No 32.)

36.—From Board of Commissioners, concerning the expropriation of Sherbrooke street.

On motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and laid on the table.

37.—From Board of Commissioners, *re* staff of Parks department.

Consideration deferred at the request of Ald. Roux.

ORDER OF THE DAY.

38.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to increase the appropriation for the maintenance of destitute children,

On motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. GAUVIN, it was

Resolved: That the report now before the Council be amended so that the rate of the maintenance of destitute children be fixed as follows: for young boys, \$8 per month; for young girls, \$7 per month; such new rates to be paid to the institutions mentioned in the report of the Board of Commissioners from the 1st of May next, and a contract to be entered into, but for one year only, from the above mentioned date, and that, so amended, said report be received and adopted.

39.—The order of the day being read to consider a motion by Ald. Prud'homme to take proceedings against the M. S. Ry. Co.,

On motion of Ald. PRUD'HOMME, seconded by Ald. LAMOUREUX, it was

Resolved: That a Committee composed of Ald. L. A. Lapointe, Gauvin and Turcot be appointed to meet the authorities of the M. S. Ry. Co. in order to arrive at an understanding for the construction and operation of a street railway line in Mount-Royal ward, inasmuch as said line is of public utility and in the interest of all the citizens of Montreal who wish to visit the Catholic and Protestant cemeteries, and to report to Council.

40.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law to guarantee the bonds of the Montreal Industrial Exposition Co., the Council proceeded to consider said by-law in second reading, and,

Section 1 being read, the same was agreed to.

Said by-law was then read a second time and agreed to.

On motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That rule 79 be suspended and that the Council do now proceed to consider said by-law in third reading. (Ald. Létourneau dissenting.)

Said by-law was then read a third time and agreed to. (Ald. Létourneau dissenting.)

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald WARD, it was

Resolved: That said by-law be engrossed and presented

présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

41.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 2ème et 3ème lectures un règlement à l'effet de nommer une Commission des services électriques, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en deuxième lecture et,

Le préambule et les sections 1 et 2 étant lus, ils sont agréés.

La section 3 étant lue, et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: De remettre à plus tard l'étude dudit règlement et d'envoyer à tous les membres du Conseil une copie du règlement autorisant la Cité à décréter ledit règlement.

42.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures un règlement à l'effet d'amender le règlement No 399 *re taxes*, ledit règlement est en conséquence lu une première fois.

Sur proposition de M. l'échevin GAUVIN, appuyé par M. l'échevin DANDURAND, il est

Résolu: Que la règle 79 soit suspendue et que le Conseil procède maintenant à l'étude dudit règlement en deuxième lecture.

Sur ce, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en deuxième lecture et, un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GAUVIN, il est

Résolu: Que ledit règlement soit renvoyé à la Commission Spéciale de Législation pour examen et rapport, ledit item devant conserver son rang sur l'ordre du jour.

43.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures un règlement amendant les règlements Nos 49 et 362 *re voûtes*, il est

Ordonné: Que ledit règlement soit renvoyé à la Commission Spéciale de Législation pour examen et rapport, ledit item devant conserver son rang sur l'ordre du jour.

44.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 2ème et 3ème lectures un règlement amendant le règlement No 89 *re affiches*, le Conseil procède à l'étude dudit règlement en deuxième lecture, et,

La section 1 étant lue, et un débat s'engageant, ledit règlement est retiré, et il est

Ordonné: Que ledit item soit biffé de l'ordre du jour.

45.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération des avis de motions de (1) M. l'échevin L.-A. Lapointe *re emprunt projeté de £1,000,000*, (2) M. l'échevin Turcot, pour amender le règlement No 139 de la Ville St. Louis, (3) M. l'échevin N. Lapointe pour amender le règlement No 266 *re taxe d'eau*, il est

Ordonné: Que le greffier de la Cité soit prié de rédiger des règlements en conséquence, de les faire imprimer et de leur donner leur rang sur l'ordre du jour.

Sur proposition de M. l'échevin DANDURAND, appuyé par M. l'échevin PRUD'HOMME,

Le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Cité.

RENE BAUSET,
Asst.-Greffier de la Cité.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLEE MENSUELLE DU 11 AVRIL 1910.

ORDRE DU JOUR

AVIS DE MOTION.

1. *Ward.*—Pour compléter l'élargissement des rues Guy et de la Montagne. (28 février).

REGLEMENTS.

2 1re 2me. et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 304 *re inspection des aliments* (14 février.) (Lamoureux.)

to His Worship the Mayor and the City clerk for their signatures.

41.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law to appoint an electric service Committee, the Council proceeded to consider said by-law in second reading and,

The preamble and sections 1 and 2 being read, the same were agreed to.

Section 3 being read and a debate arising,

On motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That further consideration of said by-law be deferred and that a copy of the law authorizing the City to enact said by-law be sent to all the members of the Council.

42.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend By-law No. 399 *re taxes*, said by-law was accordingly read a first time.

On motion of Ald. GAUVIN, seconded by Ald. DANDURAND, it was

Resolved: That rule 79 be suspended and that the Council do now proceed to consider said by-law in second reading

The Council thereupon proceeded to consider said by-law in second reading, and, a debate arising.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GAUVIN, it was

Resolved: That said by-law be referred to the Special Committee on Legislation for examination and report, the same to retain its rank on the order of the day.

43.—The order of the day being read for the 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 49 and 362 *re vaults*, said by-law was

Ordered: To be referred to the Special Committee on Legislation for examination and report, the same to preserve its rank on the order of the day.

44.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 89 *re bill posting*, the Council proceeded to consider said by-law in second reading, and,

Section 1 being read and a debate arising,

Said by-law was dropped and said item was

Ordered: To be struck from the order of the day.

45.—The order of the day being read to consider notices of motions by (1) Ald. L. A. Lapointe *re proposed loan of £1,000,000*, (2) Ald Turcot to amend by-law No. 139 of Ville St. Louis, (3) Ald. N. Lapointe, to amend by-law No. 266 *re water rate*, it was

Ordered: That the City Clerk be instructed to draft by-laws accordingly, to have the same printed and to give the same their rank on the order of the day.,

On motion of Ald. DANDURAND, seconded by Ald. PRUD'HOMME,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

CITY COUNCIL

MONTHLY MEETING OF APRIL 11th, 1910.

ORDER OF THE DAY.

NOTICE OF MOTION.

1. *Ward.*—To complete the widening of Guy and Mountain streets. (28th February).

BY-LAWS.

2. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 304 *re inspection of food*. (14th February.) (Lamoureux.)

3. 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de nommer une Commission des services électriques (21 février.) (Lapointe, L. A. (Imprimé.)
4. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement codifiant les règlements re taxes (21 février.) (Lapointe, L.-A.)
5. 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement concernant les édifices dans le quartier Mont Royal (21 février.) (Prud'homme). (Imprimé.)
6. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 49 et 362 re voûtes (21 février.) (Robinson.)
7. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 399 re taxes. (21 février.) (Gauvin.)
8. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 270 concernant la voirie. (21 février.) (Dandurand.)
9. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 339 re édifices sur la rue Ste-Catherine (21 février.) (Mayrand.)
10. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement re inspection des dents des enfants (21 février.) (Dubeau.)
11. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 210 re Cie des tramways (21 février.) (Tétreau.)
12. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 145 concernant les chaudières à vapeur (28 février.) (Boyd.)
13. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 210 re Cie des tramways (28 février.) (Prud'homme.)

AVIS DE MOTIONS.

14. Mayrand.—Pour annexer le village du Sault-au-Récollet. (7 mars.)
15. Mayrand.—Pour annexer la ville de Verdun. (7 mars.)
16. Mayrand.—Pour annexer la ville Emard. (7 mars.)
17. Mayrand.—Pour annexer la ville de Notre-Dame des Neiges Ouest. (7 mars.)
18. Mayrand.—Pour annexer la ville de St-Laurent. (7 mars.)
19. Mayrand.—Pour annexer le village de Rosemont. (7 mars.)
20. Mayrand.—Pour annexer le village de Cartierville. (7 mars.)
21. Resther.—Pour laisser au gouvernement provincial le soin de réglementer les établissements où sont vendues des boissons alcooliques. (7 mars.)

RAPPORT.

22. Bureau des Commissaires.—Pour payer une somme de \$223.13 à M. J. A. Godin, architecte, re poste de police No. 13. (14 mars.)

REGLEMENTS.

23. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'exproprier la Cie. "Montreal Water & Power" (14 février.) (Lapointe, N.)
24. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant certains règlements de la Ville St-Louis. (7 mars.) (Lapointe, L.-A.)
25. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pourvoyant à la fermeture des buvettes de bonne heure. (7 mars.) (Carter.)
26. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement abrogeant et remplaçant la section 11 du règlement No. 210. (14 mars.) (Dandurand.)
27. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 299 re pain. (14 mars.) (Clément.)
28. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la circulation des voitures lourdes dans l'avenue DeLorimier. (21 mars.) (Mayrand)

RAPPORTS.

29. Bureau des Commissaires.—Pour permettre à M. Lesage d'installer une chaudière à vapeur. (29 mars.)

3. 2nd and 3rd reading of a by-law to appoint an Electric Service Commission. (21st February.) (Lapointe, L. A. (Printed.)
4. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to codify by-laws re taxes. (21st February.) (Lapointe, L. A.)
5. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law re buildings in Mount Royal Ward. (21st February.) (Prud'homme.) (Printed.)
6. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 49 and 362 re vaults (21st February.) (Robinson.)
7. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 399 re taxes. (21st February.) (Gauvin.)
8. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 re streets. (21st February.) (Dandurand.)
9. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 339 re buildings on St. Catherine street. (21st February.) (Mayrand.)
10. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re inspection of teeth of children. (21st February.) (Dubeau.)
11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 re M. S. Ry. Co. (21st February.) (Tétreau.)
12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 145 concerning steam boilers. (28th February.) (Boyd.)
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 re M. S. Ry. Co. (28th February.) (Prud'homme.)

NOTICES OF MOTION.

14. Mayrand.—To annex the Village of Sault-au-Récollet. (7th March.)
15. Mayrand.—To annex the Town of Verdun. (7th March.)
16. Mayrand.—To annex Ville Emard. (7th March.)
17. Mayrand.—To annex the Town of Notre-Dame des Neiges West. (7th March.)
18. Mayrand.—To annex the Town of St. Laurent. (7th March.)
19. Mayrand.—To annex the Village of Rosemont. (7th March.)
20. Mayrand.—To annex the Village of Cartierville. (7th March.)
21. Resther.—To leave with the Provincial Government the question of regulating establishments where alcoholic beverages are sold. (7th March.)

REPORT.

22. Board of Commissioners.—To pay a sum of \$223.13 to Mr. J. A. Godin, architect, re No. 13 Police Station. (14th March.)

BY-LAWS.

23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to expropriate the Montreal Water & Power Co. (14th February.) (Lapointe, N.)
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend certain by-laws of Ville St. Louis. (7th March.) (Lapointe, L. A.)
25. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law providing for the early closing of bars. (7th March.) (Carter.)
26. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to repeal and replace Sect. 11 of by-law No. 210. (14th March.) (Dandurand.)
27. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 299 re bread. (14th March.) (Clément.)
28. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re heavy traffic in DeLorimier Ave. (21st March.) (Mayrand.)

REPORTS.

29. Board of Commissioners.—To allow Mr. Lesage to erect a steam boiler. (29th March.)

30. *Bureau des Commissaires.*—Pour accorder un certain privilège à la Cie de téléphone Bell. (29 mars.)
31. *Bureau des Commissaires.*—Re personnel du département des Parcs. (4 avril.)

MOTIONS.

32. *Boyd.*—Pour amender le règlement No 399 re contributions foncières, etc. (4 avril.)
33. *Tétreau.*—Pour modifier la route No. 7 du règlement No. 210. (4 avril.)
34. *Dubeau.*—Pour donner certaines instructions au secrétaire du Bureau des Commissaires. (4 avril.)
35. *L.-A. Lapointe.*—Pour faciliter l'examen des rapports soumis au Conseil. (4 avril.)

REGLEMENTS.

36. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement re emprunt projeté de £1,000,000. (21 mars). (L.-A. Lapointe.)
37. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 139 de la Ville St. Louis. (21 mars). (Turcot.)
38. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 266 re taxe d'eau. (29 mars). (Lapointe, N.)

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.



AVIS PUBLIC

Règlement No 403

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la charte de ladite Cité, a adopté un règlement intitulé "Règlement No 403 pour garantir les obligations de l'Association de l'Exposition Industrielle de Montréal".

L.-O. DAVID,
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 7 avril 1910.



EGOUTS

Département de la Voirie

AVIS PUBLIC est par le présent donné que l'on se propose de construire immédiatement un égout dans la section de rue suivante, savoir:

RUE UNIVERSITE. — Entre les rues Milton et Prince Arthur.

Les propriétaires qui désirent faire des raccordements devront en donner avis à l'inspecteur de la Ville sans retard, car une fois l'égout construit, ils devront se procurer un permis et déposer un certain montant d'argent pour couvrir le coût approximatif du raccordement.

Toutes réclamations pour égouts existants déjà dans ladite partie de rue, devront être produites au bureau de l'inspecteur de la Voirie, sous deux mois après l'achèvement du nouvel égout.

Toutes informations se rapportant à l'égout que l'on doit construire seront fournies au bureau de l'inspecteur de la Ville. Le tout suivant le règlement No 298, concernant les égouts.

JOHN-R. BARLOW,
Inspecteur de la Ville.

Bureau de l'Inspecteur de la Ville,
Hôtel de Ville,
Montréal, 7 avril 1910.

30. *Board of Commissioners.*—To grant a certain privilege to the Bell Telephone Co (29th March.)
31. *Board of Commissioners.*—Re staff of Parks Department. (4th April.)

MOTIONS.

32. *Boyd.*—To amend by-law No. 399 re assessments, etc. (4th April.)
33. *Tétreau.*—To alter Route No. 7 of by-law No. 210. (4th April.)
34. *Dubeau.*—To give certain instructions to the Secretary of the Board of Commissioners. (4th April.)
35. *L. A. Lapointe.*—To provide for the examination of reports to Council. (4th April.)

BY-LAWS.

36. 1st, 2nd and 3rd reading of a bylaw re proposed loan of £1,000,000 (21st March.) (Lapointe, L. A.)
37. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 139 of Ville St. Louis. (21st March.) (Turcot.)
38. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 266 re water rate. (29th March.) (Lapointe, N.)

L. O. DAVID,
City Clerk.



PUBLIC NOTICE

By-Laws No. 403

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Council of the City of Montreal, in virtue of the powers conferred upon it by the Charter of the said City, has adopted a by-law known as "By-law No. 403 to guarantee the bonds of the Montreal Industrial Exposition Association".

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 7th April 1910.



SEWERS

Road Department

PUBLIC NOTICE is hereby given that it is proposed to construct a sewer in the undermentioned section of street, namely:

UNIVERSITY STREET. — Between Milton and Prince Arthur streets.

The proprietors wishing connections must notify the City Surveyor at once. As after sewer is completed permits must be taken out and sum deposited to cover estimated cost of such connections. Claims for existing sewers in said street must be filed with the City Surveyor within two months after the completion of the new sewer. Any information with regard to sewers to be built will be given at the office of the City Surveyor. All in accordance with by-law No. 298 concerning sewers.

JOHN-R. BARLOW,
City Surveyor.

City Surveyor's Office,
City Hall,
Montreal, 7th April, 1910.



ÉGOUTS

Avis aux Contribuables

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que les rôles spéciaux pour les égouts construits dans les rues sous-mentionnées dans la Ville de Montréal, à savoir:

RUE ST-ANDRE.—Depuis la hauteur des terres à la rue Bélanger *via* Rose de Lima et St-Hubert,

RUE BELANGER.—Depuis la rue St-Hubert à la hauteur des terres environ 850 pieds à l'Est de la rue Dufferin,

sont complétés et les rôles sont maintenant déposés au bureau du soussigné à l'Hôtel de Ville.

Toutes les personnes y mentionnées comme sujettes au paiement de quelque taxe ou contribution foncière sont, par les présentes, sommées d'en payer le montant au soussigné à son bureau, dans les dix jours de cette date, sans autre avis

W. ROBB,

Trésorier de la Cité.

Bureau du Trésorier de la Cité,

Hôtel de Ville,

Montréal, 8 avril, 1910.



SEWERS

Notice to Ratepayers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Special Rolls of Assessment for the construction of sewers in the undermentioned streets, or sections of streets, viz:

ST. ANDRE STREET.—From the height of land to Bélanger *via* Rose de Lima and St. Hubert streets,

BELANGER STREET.—Between St. Hubert to the Height of land about 850 feet East of Dufferin street,

in the City of Montreal are completed and are now deposited in the office of the undersigned, in the City Hall.

All persons whose names appear therein as liable for the payment of any tax or assessment, are hereby required to pay the amount thereof to the undersigned at his said office, within ten days from this date, without further notice.

W. ROBB,

City Treasurer.

City Treasurer's Office,

City Hall,

Montreal, 8th April 1910.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— Description.	Prix Price.
St. Denis	169895	29 mars 1910.	23 fév. 1910	Frs Landry	Alex. Goulet	325-135 & 127	2142	650 et 652 Mentana.	B	\$ 3000 00
St. Henri	169899	29 "	19 mars "	J. A. Laurence, fils.	Honoré Goyer	1790	4682-8	St. Philippe.	B	3000 00
Laurier	169901	29 "	24 "	A. Racine.	T. Racine.	11-624	4400	Waverley.	B	2150 00
"	169903	29 "	15 "	A. Ouimet.	D. Barton	P. 12-16-5	2325	Mance	B	4000 00
"	169905	29 "	28 "	James Walker	A. Desiardins.	11-526 & 527	8536	Clark	B	\$1 & cons. 1200 00
St. Denis	169910	29 "	8 "	Léon Piché	C. H. Blouin	11-175	2350	Laurier.	L	1750 00
Laurier	169911	29 "	29 "	Frs Quenneville	A. F. Vincent	12-26-44	2006	St. Urbain.	B	400 00
Ste. Marie.	169912	29 "	15 "	J. U. Emard	O. Dinelle.	166-374	1760	Iberville.	L	
St. Denis.	169911	29 "	16 "	Honoré Paquin.	A. Primeau.	7-975	2750	2117 et 2119 Labelle.	B	2438 00
Laurier	169928	29 "	23 "	The M. Inv. & F. Co.	Dme A. Marcotte	11-516	4100	St. Urbain	L	338 17
"	169930	29 "	23 "	De A. E. Fraser.	Aug. Lafleur	11-748	2200	Waverley.	L	1000 00
"	169935	30 "	29 "	C. P. Beaubien	L'Hon. L. Beaubien.	10-380	2585	St. Laurent	L	1650 00
St. Denis	169936	30 "	24 "	Wm Small.	Dme W. Sénécal.	195	11250	345 à 349 Laurier, 848 Drolet.	B	6500 00
Ste. Marie.	169947	30 "	22 "	The R. L. & Imp. Co.	P. St Antoine.	172-364	1503	343 2ème Ave.	L	175 00
Laurier	169948	30 "	22 "	Dme L. Moreau	O. Lapiere.	172-1778, 1779, 1780.	6570	Holt.	L	605 00
"	169950	30 "	28 "	Henry Frey.	F. Cocco.	10-1550	1160	12a et 14 St. Zotique	B	1900 00
"	169955	30 "	29 "	Chs Dupont.	A. Mérineau.	P. 11-481	2500	2265 à 2269a St. Urbain	B	640 00
St. Denis.	169966	30 "	29 "	R Jarry	A. Faubert	P. 8-581	4	1187 Huntly	B	1800 00
"	169979	30 "	29 "	H. R. Drummond	A. alias A. Jarry.	7-371 & 372.	Ind. 5450	Coin St. Hubert & Beaubien.	B	V. Const. dérat. 25 00
"	169982	30 "	22 "	A. Mongeau.	M. Caron	P. 331-62.	2150	Brébeuf.	L	600 00
DeLorimier	169984	30 "	24 "	The I. S. & L. & L. Co.	T. Houle	152-381-2	2350	DeLorimier	B	400 00
Laurier	169991	30 "	23 "	L'Hon. L. Beaubien.	Geo. W. Ward et al.	P. 11-704.	2200	Waverley.	L	1900 00
St. Denis.	169994	31 "	7 "	L. A. Carrières.	Dme L. J. E. Daoust.	10-1366	2800	Beaubien	L	500 00
Laurier	169999	31 "	2 "	Frs X. Roy	A. Charette.	P. 11-597 & P. 598.	5006	St. Urbain	L	5200 00
"	170004	31 "	22 "	N. Archambault.	X. Charbonneau	11-843	2200	2674 et 2676 Waverley.	B	300 00
Hochelaga.	170010	31 "	30 "	Elie Alarie	Dme C. Dansereau	148-2519 & 2520.	4000	Montgomery	L	6800 00
Laurier	170015	31 "	24 "	L'Hon. L. Beaubien	P. Sarrasin.	15-29.	2556	Mance	B	325 00
Mont-Royal	170016	31 "	30 "	Thos Badenach	W. Guénette	10-1379.	1900	629-631 Casgrain	B	\$1 & cons.
St. Denis.	170018	31 "	21 "	James Dawes.	A. W. Hirsch.	167-28	6500	Trafalgar	L	
"	170021	31 "	21 "	Geo. G. Lewis	Crystal Spring Land Co., Ltd.	2643-1403 à 1410, 1438 à 1443.	21700	Berri et St. Denis	L	850 00
"	170024	31 "	19 "	Dme Jos. Pagé	J. R. Beauchamp.	P. 339-663 & 662.	3540	Papineau	B	1000 00
"	170027	31 "	29 "	J. Bte Lacombe	W. Bastien	6-186.	3250	1537 C. Colomb.	L	500 00
"	170028	31 "	22 "	Louis Vaillant.	J. A. Brosseau et al.	488-193.	2850	Boyer	L	500 00
"	170029	31 "	22 "	J. W. Guénard.	J. Sénécal.	488-192.	1974	1379 et 1381 St. André	B	5000 00
"	170040	31 "	18 "	G. Roberts et al	Geo. L. Lebeau.	13-51.	1920	1564 Park	B	1000 00
Laurier	170041	31 "	30 "	St. Denis Land Co	D. Plouffe	P. 8-408	3250	St. Denis	L	900 00
St. Denis.	170042	31 "	30 "	H. Beauparlant	Aug. Brasseur	211-50	1189	Shaw	L	175 00
"	170043	31 "	26 "	Au. Brasseur.	Revd P. O. Gregoire	211-49 & 50.	2360		L	500 00
Hochelaga.	170044	31 "	11 "	The M. L. & Imp Co.	Alex. Messier	29-333 à 335.	8250	Stadacona	B	1495 00
Duvernay.	170045	31 "	10 "	Jos Freedman	N. Laurin.	8-135, 135a.	4700	37 & 47 Boyer.	B	10500 00
Laurier	170051	31 "	24 "	J. W. Atkinson.	P. Chapleau.	P. 11-698.	2200	Waverley.	L	700 00
"	170054	31 "	29 "	A. J. Bibeau	E. Durocher.	P. 12-11-7	2762	Park.	B	6100 00
St. Denis.	170055	31 "	29 "	A. V. Gross.	R. Alban.	488-1316	1950	Cardinal	L	330 00
DeLorimier	170058	31 "	22 "	J. M. Guindon.	O. Archambault	9-143-2 & 9-144-1.	1300	Messier	L	330 00
"	170068	31 "	22 "	E. Boisvert.	P. Leveillé.	9-141-2 & 9-142-1.			L	275 00
Hochelaga.	170069	31 "	29 "	D. Lacasse.	J. Charlebois.	148-2938	2062	Bercy.	L	850 00
Hochelaga.	170072	1 avril	30 "	The M. Inv. & F. Co.	A. Limores.	6-214 & 215.	6500	C. Colomb	L	
St. Denis.	170074	1 "	18 "	F. d'A. Renaud.	Lucien Morin.	11-560 à 562, 559, P. 558, P. 557	28200	St. Urbain	L	3705 00
Laurier	170077	1 "	30 "	A. Levesque	Noé Dinelle.	P. 140	7800	1092 et 1094 Sanguinet	B	3600 00
Hochelaga.	170078	1 "	24 "	A. Bissonnet	R. A. Girard.	P. 58.	3364-	10 1645 et 1647 Ste. Catherine, 74 Dezery	B	12500 00
"	170080	1 "	30 "	Wm Legault	Jos. Lagacé.	29-446	2375	Davidson.	B	1250 00
Laurier	170081	1 "	4 "	Dme O. Dumontier.	Nap. Turco.	P. 115	1480	1547 St. Laurent.	B	1628 00
St. Denis.	170082	1 "	24 "	Zoel Martel.	Xavier Charbonneau	162-33	1650	98 et 100 Pontiac	B	3000 00
DeLorimier	170081	1 "	31 "	Le Shérif	J. H. T. Bourassa et al	P. 153-193.	1760	Simard	B	2450 00
St. Denis.	170087	1 "	30 "	The M. Inv. & F. Co.	Frs Galipeau	5-139.	2328	1807 et 1809 Dufferin	B	2800 00
Laurier	170090	1 "	23 "	Wm Burrows.	Nap. Gingras.	P. 12-18-6 & P. 12-19-44	2750	Park.	L	550 00
"	170091	1 "	23 "	Nap. Fréchette.	W. E. Westover.	14-43.	2850	1554 à 1558 Mance	B	550 00
"	170095	1 "	31 "	J. Bte Demers	E. Laliberté.	P. 11-943.	1942	Esplanade	L	700 00
St. Denis.	170109	1 "	28 "	J. Bte A. Alarie	Louis Cholette.	331-200.	3675	Cardinal	L	600 00
St. Jean Bte	170114	1 "	23 "	R. St Jacques et al	Dme J. H. L. Pelletier	493-3.	5040	203 à 207 Esplanade, St. Urbain	B	17000 00
Laurier	170115	1 "	1 avril	L'Hon. L. Beaubien.	S. Filion	10-2090	1870	Suzanne	L	450 00
St. Denis.	170116	1 "	22 fév.	Dme R. Glancy et al.	Delle B. McShane.	P. 8-508.	2500	734 à 734B Huntly	B	4500 00
St. Gabriel.	170124	2 "	26 mars	Dme C. Lafontaine et al.	M. Leclerc	P. 3239-106, 107, 108.	3912	469 à 473 Bourgeois	B	1988 00
"	170134	2 "	16 "	H. Goyer.	Dme A. Mallette.	1705-72.	2700	5 et 7 Fortune.	B	1400 00
St. Henri	170136	2 "	15 "	J. D. Langevin.	T. A. Wood.	12-14-2 & P. 12-11-16.	1752	Delinelle.	L	500 00
Laurier	170148	2 "	23 "	S. Cantin	J. Bte Vaillancourt.	5-323.	2762	2364 Park Ave.	R	5300 00
St. Denis.	170149	2 "	26 "	Z. Chri-tin dit St Amour.	L. Trudel, Ltd.	2513-41.	3250	C. Colomb	B	3100 00
St. Gabriel.	170153	2 "	9 "	J. H. Olivier	Dme J. A. Dagenais.	12-12-6, 12-13-38.	4800	142 Atwater.	B	1687 50
Laurier	170157	2 "	1 avril	C. Asselin.	D. Dubé.	7-486.	2175	Park Ave.	L	3025 00
St. Denis.	170167	2 "	1 "	The M. Inv. & F. Co.	J. E. Lafond	11-863.	4400	St. André.	L	350 00
Laurier	170171	2 "	31 mars					Esplanade.	L	485 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genre.—a.—Descrip	Prix. Price
LaFontaine.	77780	29 mars 1910...	23 mar.1910	M. Jacobson.....	Jacob Gasoa.....	P.1217-145, p.1217-144 P. 1217-143.....	1828	1 à 7 Johnson... 370 à 371B	B	5300 00
Papineau...	77795	30 " "	28 " "	E. Knopf.....	De J. B. Villeneuve..	1101-10.....	6025	Papineau.	B	9025 00
St. Louis....	77892	31 " "	16 " "	A. E. Gagnon.....	The Prot. Board of School Comrs of the City of Montreal ...	380-8 & 9.....	5345	160 à 163 Sanguinet..	B	13000 00
St. Louis....	77803	31 " "	16 " "	Ve J. A. Lepailleur..	do	380-7.....	2670	168 et 170 co	B	8500 00
do	77804	31 " "	16 " "	C. W. Meyer.....	do	380-10 & 11.....	5340	152 à 158a do 21 à 27 Parc Ave, 22 à 34	B	17000 00
St. Laurent..	77806	31 " "	2 fév. 1909	H. Ness.....	Aaron Ness.....	P. 67-810.....	18484	St. Chs Borr..	B	1 00 & consid.
Papineau & St. Laurent.	77808	31 " "	21 mar.1910	H. Wener.....	Jacob Wener.....	P. 857, p. 852, p. 856, 504-29 à 31, 110-1 à 3.....	24207	200 Papineau, 931 à 945 Logan, LaFontaine, 788 à 792 B. St. Laurent.	B	1 00 & consid.
LaFontaine.	77809	31 " "	28 " "	J. Bte Vinet.....	C. Guillemette.....	P. 1207-50, 1207-51, P. 1207-52.....	4700	802 St. André..	B	3290 00
Ste. Marie..	77810	31 " "	29 " "	Marsan & Frères...	Nap. Marsan.....	P. 1460-20.....	2100	Ste. Elizabeth .. 108 à 114 DeMontigny, 39 à 45	L	690 00
Papineau ... St. Laurent.	77811	1 avril 1910...	31 " "	F. Leclerc.....	X. Charbonneau ...	499-26 & 27.....	4529-28	Albert.....	B	11500 00
do	77814	1 " "	8 " "	W. T. Skafie.....	De J. E. Cormier.....	42 B-2 & 3, 76-14 & 15, 42B-4, P. 76-16, 42-B-4, p. 76-16.....	10085-6	Mance, Prince Arthur..	L	15156 00
St. Jacques..	77825	2 " "	21 " "	Beckam & Scott	Hy Date.....	182-9 & 10.....	6118	13 et 15 Concord.	B	15500 00
St. Marie...	77828	1 " "	22 " "	A. Gareau et al.....	Jos. Gareau.....	465.....	2047	367 Dorchester..	L	5000 00
St. Laurent..	77833	2 " "	31 " "	A. Champagne.....	La Cité de Montréal..	1355-34, p. 1355-33....	1050	Rue Amity	L	346 00
St. Louis....	77834	2 " "	31 " "	V. Gagnon.....	W. E. Bolton.....	½ N.E. 698.....	1300	Lagauchetière 615 à 631	B	6200 00
St. Louis....	77835	2 " "	31 " "	Suc. T. A. Ekers.....	The National Breweries Limited.....	P. 792.....	1230	St. Laurent ..	B	31500 00

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

St. André....	148456	29 mars 1910...	19 mar.1910	Z. St. Pierre et al...	P. R. Du Tremblay...	1653-13-D, 1653-14-F.	3772	St. Antoine.... 292 et 294	B	32000 00
St. Joseph...	148459	29 " "	28 " "	H. M. Mullin.....	M. K. Dinahan.....	466-13.....	2277	Aqueduct... 78 Union Ave...	B	1 00 & consid.
St. Georges..	148460	29 " "	7 " "	J. V. A. Leclaire....	T. G. Roddick.....	P.C. 1269-C.....	2868	Redpath Ave....	L	25 00 00
St. André....	148461	30 " "	11 " "	The Terrace L.Co.Ltd	C. C. Ballantyne...	P.N O. 1755-36.....	9849	90 à 98 N. D. Ouest..	B	17235 75
Ouest.....	148465	31 " "	29 " "	H. L. McDougall et al.	Wm Walker.....	143.....	5808	Ontario Ave....	L	93000 00
St. André....	148467	31 " "	11 " "	Hon. R. Mackay.....	The Art Association..	1748-1 à 5.....	38721	2 à 6 McGill Coll. Ave	B	67767 00
St. Georges..	148468	31 " "	23 " "	John Withell.....	J. H. Maher.....	1383.....	4628	26 St. Jacques..	B	32500 00
Centre.....	148469	31 " "	16 " "	La Sauvegarde Cie d'ass. sur la vie...	J. E. E. Léonard et al.	132.....	2972	121 St. Mathieu.	B	46000 00
St. André....	143471	31 " "	14 " "	Ve W. J. Whitehead et al.....	C. F. Morison.....	P. 1664-1.....	2608-8	130 et 132 Wokman..	B	7500 00
St. Joseph...	148477	1 avril 1910...	14 " "	A. Deslauriers.....	A. Legault.....	4 & p. 3.....	3600	207 Chatam	B	4000 00
do	148478	1 " "	24 " "	P. Graham.....	De Wm Buckley.....	338.....	3050	882Ste.Catherine	B	2450 00
St. André....	148479	1 " "	30 " "	Beckam & Scott	J. W. Shaw.....	1625-S.....	2530	607 à 611 St Jacques..	B	9500 00
St. Joseph...	148480	1 " "	21 " "	Suc. D. W. McLaren..	M. Hirsch et al.....	715, p. 714.....	6969	363 et 365 St. Antoine..	B	21750 00
St. Georges.	143481	2 " "	1 avril "	De J. J. Spiers et al..	J. Robertson.....	½ S.O. 1342.....	3200		B	72500 00

a { B—Bâtisse ; Building.
L—Lot ; terrain vague

P. TERRAULT,

Régistrare de la Ville.—Registrar.

Par A. SAUVÉ.

P. RMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 7 Avril 1910.

Issued during the week ending the 7th April, 1910.

Date.	No. du Permis.	Endroit.—Location		Quartier.	Propriétaire.	Résidence	Classe.	Cott.	
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadast.
Mar. 30	416 R.	1001	Montée St-Laur	ent 271 sub. 593	St. Denis.	Paquette Jos.	1601 Mon. St. Laurent	3me Cl.	\$ 700 00
" 30	417 N.		Elm.	159 " 184	Hochelaga.	Lafrance Omer	206 Barré	"	2000 00
" 30	418 N.		St-Germain.	50 " 180	"	Tremblay Oscar	374 Darling	"	500 00
" 30	419 N.		Fabre	3 sub. 164-165	St. Denis.	Comm. L.	10 Jubilee Court	"	400 00
" 30	420 N.		Albert.	497 sub. 2-3	Papineau	Germain P.	DeMontigny E.	"	300 00
" 30	421 N.	5 et 7	Fortune.	3239-0.106.07-58	St. Gabriel	Leclair Méd.	2649 St. Hubert	"	500 00
" 30	422 R.	948	St-Denis.	15 p. 577.	St. J. Bte.	Rudolphe Mrs. A.	33 Laval Ave.	2me Cl.	4700 00
" 30	423 N.		St-Hubert	325 sub. 400	St. Denis.	Laforune O	776 Gilford	3me Cl.	1200 00
" 30	424 N.		Joliette.	N. 29	Hochelaga	Desnoyers & Varin.	Duquette & Joliette	"	75 00
" 30	425 N.	625	Wellington.	4148	St. Gabriel.	Salley P. J.	625 Wellington	"	100 00
" 30	426 N.	52	Sherbrooke W.	361 p. 30.	St. Laurent.	Ellen King Austin.	52 Sherbrooke W.	"	200 00
" 31	427 R.		Iderville.	1-3, 1	DeLorimier	Daoust & Lalonde.	42 Victoria Sq.	2me Cl.	400 00
" 31	428 N.	1221	Amherst	488 s. 351.	St. Denis.	Alp. Robert.	1221 Hotel de V. lle.	3me Cl.	20 00
" 31	430 R.	201	Decelles	P. 25	Mont-Royal.	Pierre Desmarchais	532 Beaudry	"	400 00
" 31	431 N.		Sanguinet.	187	Laurier	Jos. Boucher	1305 Sanguinet	2me Cl.	3000 00
" 31	432 N.		Marquette	177	St. Denis.	E. Dominico	413 St. Timothé	3me Cl.	500 00
" 31	433 R.	333	Peel	1795	St. Georges.	G. Drinkwater	333 Peel	2me Cl.	1900 00
" 31	434 R.	2382	St-Laurent	11-282.	Laurier	J. A. Lamarche.	2394 St. Laurent.	3me Cl.	1000 00
" 31	435 N.		Mongomery	148, 175-176	Hochelaga	J. Smiling	6 Mongomery	"	6500 00
" 31	436 N.								
" 31	437 N.		St-Denis.	209-42,43.	St. Denis.	P. Thériault.	152 Sanguinet.	2me Cl.	8000 00
" 31	438 N.								
" 31	439 N.		Mentana	86, 87, 88, 1211	Lafontaine	L. Clément	1291 St. Hubert	3me Cl.	10000 00
" 31	440								
" 31	441								
Avr'l 1	442 R.	349	Hotel-de-Ville	493 St-Louis.	St. Louis.	Archambault U	349 Hotel de Ville	"	20 00
" 1	443 N.	Marie-	Anne et Parthe	nais 104 s. 1920.	DeLorimier.	Mongeau Art.	1242 Bordeaux	"	1200 00
" 1	444 N.			103 s. 1920	"			"	1400 00
" 1	445 N.		Forsyth.	776	Hochelaga	Geaudreault Dame.	458 St. Germain	"	1500 00
" 1	446 R.	190	Mongomery	148.	"	Menard W.	190 Montgomery	"	1600 00
" 1	447 N.		Charlevoix	3336-3334 p. 1 2	St. Gabriel.	Giguère A.	1357a Wellington	"	12500 00
" 1	448 N.			p. 3-4-5	"			"	2500 00
" 1	449 N.		Gilford et Cham	bord 80	St. Denis	Collette Jos. & fils.	330 Chambord	"	1000 00
" 1	450 N.				"			"	1000 00
" 1	451 N.		Esplanade.	11 s. 68	Laurier.	Charbonneau A.	920 Hotel de Ville	"	1500 00
" 1	452 N.			11 s. 68.	"			"	1500 00
" 1	453 N.		Nicolet	23 sub. 502.	Hochelaga	Zappa I. B.	189 Joliette	"	1800 00
" 1	454 N.	55	Coursol.	87	St. Joseph.	Mauffett L. O.	St. Maurice & Inspector	"	500 00
" 1	455 R.		Pine & Coloniale	942-6	St. Louis	Moran Silverman.	767 St. Laurent.	"	5 00
" 1	456 R.		Waverly	11 s. 663.	Laurier.	Joly J. A.	2408 Waverley	"	2800 00
" 1	457 N.			11 s. 664.	"			"	2000 00
" 1	458 N.			11 s.	"			"	2000 00
" 1	459 N.			11 s.	"			"	2000 00
" 1	460 N.		Brown	148-1986	Hochelaga	Demers & Girardin.	813 St. Hubert.	"	1875 00
" 1	461 N.			148-1987	"			"	1875 00
" 1	462 N.			148-1988	"			"	1875 00
" 1	463 N.			148-1988	"			"	1875 00
" 1	464 R.	262	Dorchester Est.	386	St. Louis	Beaudry F. X.	N. Dame de Grâce.	2me Cl.	1000 00
" 2	465 N.		Redpath Ave.	1755-35.	St. André	McCuag J. C.		"	6000 00
" 2	466 N.	84	Chenier	1207-	Lafontaine	Fortier J. M.	84 Cherrier	"	1200 00
" 2	467 N.		Wurtele.	50 s. 23.	Hochelaga	Gravel H.	181 Wurtele	3me Cl.	150 00
" 2	468 N.		Parthenais	1296-33.	St. Marie	Royer Jos.	602 Parthenais	"	400 00
" 2	469 R.	528	Rachel Est	8.	Duvernay.	Meunier F.	536 Rachel	"	250 00
" 2	470 N.		Avenue du Parc	12-4-8.	Laurier.	Nolin Narcisse.	1759 Parc Avenue.	2me Cl.	400 00
" 2	471 R.	470	Ste-Catherine E.	537.	St. Jacques	L. P. Belair, Succ.		3me Cl.	1000 00
" 2	472 R.	1297	De Montigny E	1439	St. Marie.	Barbeau F.	211 Iberville.	"	250 00
" 2	473 N.		Boyer	403-404	St. Denis	Dickson Robt.	2065 Boyer	"	1000 00
" 2	474 N.		Mance.	139.	Laurier	Goyette G.	1476 Esplanade	"	800 00
" 2	475 N.		Cowan	8 sub. 163	St. Denis.	Wilson G. R.	44 Park Avenue	"	2428 00
" 2	476 N.				"			"	2428 00
" 2	477 N.				"			"	2428 00
" 2	478 N.				"			"	2428 00
" 2	479 N.				"			"	2428 00
" 2	480 N.				"			"	2428 00
" 2	481 N.				"			"	2428 00
" 2	482 R.	2485	N.-Dame Ouest.	8 s. 163.	St. Denis.	Sans Cartier L.	44 Park	"	2432 00
" 2	483 R.	350	Brebeuf	1704	St. Henri	Bonhomme Dlle	2465 N.-D. Ouest	"	600 00
" 2	484 N.		Bould St-Joseph	11-134-4	St. Denis	Pelletier H.	350 Brebeuf	"	100 00
" 2	485 R.		Parc et St-Louis	12-4-18.	"	La Banque d'Epargne.	661 Blvd. St. Joseph	"	5000 00
" 4	486 R.	281	Bld St-Laurent.	270.	St. Louis.	Viger J. P. Mme.	180 St. Jacques	2me Cl.	8000 00
" 4	487 N.	8	Dagenais.	1704-163.	St. Henri	Johnson & Sons C. H.	L'Assomption.	"	900 00
" 4	488 N.		DeLorimier	275	DeLorimier	Beauchamp M.	8 Dagenais	"	1600 00
" 4	489 N.	394	St-André	854-35.	St. Jacques.	Montpetit Jos.	864 DeLorimier	3me Cl.	4000 00
" 4	490 N.		Frontenac.	148 s. 2734	St. Marie	Gregoire Jos.	394 St. André	"	1800 00
" 4	491 N.		Chabot	272-153	DeLorimier	Carrière Geo.	1213 Sherbrooke E.	"	1260 00
" 4	492 N.	192	Mance	43 s. 21.	St-Lawrence.	Gibb Est.	456 Marquette	"	1500 00
" 4	493 N.		Mentana	190.	Lafontaine	Deslauriers Nap.	148 St. James	"	1200 00
" 4	494 N.		Fairmont.	15 sub. 88.	Laurier.	Bastien Arthur.	424 Sherbrooke Est.	"	1900 00
" 4	495 R.	168-170	St. Catherine W.	P. 408	St. Lawrence.	Morgan I. M.	1849 Clark Avenue.	"	700 00
" 4	496 N.		N.-D.-de-Lourde	432-10	St. Jacques	Brulé J. F.	370 Wood Avenue.	2me Cl.	150 00
" 4	497 N.		Ave Sherbrooke	5 s. 631	St. Denis	Gagnon Eus.	151 St. Denis.	"	5000 00
" 4	498 N.		DeLinelle.	1705 s. 287.	St. Henri	Rodrigue M.	545 Chambord	3me Cl.	450 00
" 4	499 N.		Joliette.	28-29	Hochelaga	Desrochers G.	2 Beaudoin	"	4500 00
" 4	500 N.				"		88 Bourbonnière	"	3500 00
" 4	501 N.		Lamontagne	1706	St. André.	Sawer.	407 Guy	2me Cl.	3500 00
" 4	502 N.		Stanley	1337-38.	Laurier.	Perreault Mme D.	1815 St. Dominique.	3me Cl.	1000 00
" 4	503 N.		Chapleau	22 s. 43.	DeLorimier.	Lajoie J. Y.	1341a Chapleau	"	1350 00
" 4	504 N.			22 s. 44	"			"	1350 00
" 5	505 N.		Rachel Est.	148 s. 2962	Hochelaga	Riopel Elie	481 Frontenac.	"	150 00
" 5	506 R.	96	Dufferin.	7 sub. 196	Duvernay.	Turpin Louis.	2250 Shaw.	"	400 00
" 5	507 R.	43	Sanguinet.	P. 155	St. Louis	Brodsky I. Mme	168 Cadieux	2me Cl.	90 00
" 5	508 N.		Mance	15 s. 328	Laurier.	Beaudoin A.	1816 Mance	3me Cl.	3000 00
" 5	509 N.			15 s. 333	"			"	3000 00
" 5	510 N.		Sir G. Etienne						
" 5	511 N.		Cartier Parc.	1721-s. 21.	St. Henri.	Cusson Domina.	171 Parc Cartier.	"	5000 00
" 5	512 R.		Marquette	482-483.	St. Denis	Beaudry Méd.	905 Rivard	"	300 00
" 5	513 N.	329	Cadieux	323.	St. Louis	Pouliot Chs Mme	329 Cadieux	2me Cl.	80 00
" 5	514 N.	523	Papineau	P. 1140.	Papineau	Lapointe Max.	523 Papineau.	3me Cl.	200 00
" 5	515 N.		St-Laurent	11 sub. 261	Laurier	Gagné J. H.	2244 St. Laurent.	"	200 00
" 5	515 N.		Poupart.	1389-1376.	St. Marie.	Lamoges Z. O.	40 Poupart.	"	150 00

PERMIS DE CONSTRUCTION.—*Suite*——BUILDING PERMITS.—*Cont.*

Date. 1909	No. du Permis. a Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. — Ward.	Propriétaire. — Owner.	Résidence — Residence	Classe. — Class.	Coût. — Cost.
		No.	Rue.—Street.					
" 5	516 N.		Chemin St-Paul	205-204-3912	St. Henri	Menard C. Ed.	7 Chemin St-Paul.	300 0
" 5	517 N.		Mont-Royal	328 s. 604.	St. Denis	Damiens B.	898 Mont-Royal.	5000 00
" 5	518 N.		"	328 s. 605.	"	"	"	5000 00
" 5	519 N.		"	328 s. 606.	"	"	"	5000 00
" 5	520 R.	31	Pine Ave East	972 s. 6-7.	St. Louis	Conroy Tho.	55 Mansfield.	200 00
" 5	521 N.	121	Joliette	43 sub. 31.	Hochelaga	Fortin D.	121 Joliette.	150 00
" 5	522 N.		St-Hubert	43	St. J.-Bte.	Savageau A.	667 St. Catherine E.	5500 00
" 5	523 N.		"	44	"	"	"	5500 00
" 5	524 N.		St Urbain	11 s. 1191-1193.	Laurier	Moquin L.	55 Bld St. Laurent.	6000 00
" 5	525 R.	2434	St-Hubert		St. Denis	Wooding F.	2434 St. Hubert.	100 00
" 5	526 N.		Bordeaux	161-398.	DeLorimier.	Deslauriers M.	171a Christ. Colomb	1500 00
" 5	527 N.		"	161-399.	"	"	"	1500 00
" 5	528 N.		Dorion	1225 s. 45.	Papineau.	Beauchamp N.	1231 Bordeau	2000 00
" 5	529 N.		Imperial Ave.		"	"	"	"
" 5	530 N.		St. James.	694	St Joseph.	James Scott & Co.	132 St. Antoine	1000 00
" 5	531 N.		5 Lincoln Avenue	1667	St. Andrew	Bruce J. S.	500 Guy	12000 00
" 5	532 R.	466	Guy	1685	"	"	"	35000 00
" 5	533 N.		7 Beaudoin.	61	St. Henri	Leduc Fed.	7 Beaudoin	50 00
" 5	534 N.		Fabre	339 s. 299.	St. Denis	Bouher J. Mme	217 Hotel de Ville.	3000 00
" 5	535 N.	192	Guy	443	St. Joseph.	Galarneau S.	192 Guy	250 00
" 5	536 N.	93	Laurier	531 sub. 211.	St. Denis	Lafrance J. E.	702 Parc LaFontaine	250 00
" 5	537 N.		Hutchison	12-1.	Laurier.	Forest J. B.	253 Esplanade Ave.	4000 00
" 5	538 N.		"	12-1-68.	"	"	"	4000 00
" 5	539 N.		"	12-1-69.	"	"	"	4000 00
" 5	540 N.		"	12-1-70.	"	"	"	4000 00
" 5	541 N.		"	12-1-71.	"	"	"	3750 00
" 5	542 R.		"	12-1-72.	"	"	"	3750 00
" 6	543 R.	1145	St-Antoine.	P. 1522.	St. Henri.	Nantel Jos.	1157 St. Antoine.	150 00
" 6	544 R.	1261	N.-Dame Ouest.	P. 564.	St. Cunégonde	Biron & Savignac	97 St. Jacques.	90 00
" 6	545 R.	254	Mont-Royal Est.	14-3.	St. J.-Bte.	Brault Jos.	250 Mt-Royal Est.	200 00
" 6	546 N.	149	Windsor	P. 628 et 630.	St. Georges	Martin Mrs. W. G.	119 Windsor.	4000 00
" 6	547 N.		Georges Etienne Cartier Square	1705 s. 170.	St. Henri	Paquette G.	122 Dagenais.	3500 00
" 6	548 N.	r 1265	Hotel de Ville.	132 s. 225.	Laurier.	Daout Frs X.	St-Augustin, Que.	150 00
" 6	549 N.		Waverly	11 s. 652.	"	Leonard A.	95 Casgrain	2500 00
" 6	550 N.	285	Plessis	806.	Papineau.	Messier Aug.	285 Plessis	150 00
" 6	551 R.		Christophe Colo	mb 328 s. 529.	St. Denis	Lacroix O.	239 Christ. Colomb.	300 00
" 6	552 N.	954&961	Ontario Est.	1145 s p. 17 et al	Papineau.	Racette Jos.	Marché Bonsecours.	80 00
" 6	553 N.		Marie-Anne	12 s. 62 et 63.	St. J. Bte.	Gauthier A.	1353 St-Hubert.	3750 00
" 6	554 N.		Lantier	15-63.	Laurier	Bayard Geo	27 Bagg.	3000 00
" 6	555 N.	50	Overdale	1567-6.	St. André	Vallières S. D.	1431 St-Hubert.	15000 00
" 6	556 R.	859&861	St-Denis	15-484.	St. J.-Bte.	Marcotte Alp.	67 St-Jacques	1800 00
" 6	557 R.	3	Labelle	469.	St. Jacques.	Cardinal S.	3 Labelle	90 00
" 6	558 R.	43	"	483.	"	Bastien S. H.	43 Labelle	125 00
" 6	559 N.		Davidson	29 s. 446.	Hochelaga	Bissonnet A.	423 Davidson	3000 00
" 6	560 N.		Overdale	1567 s. p. 84.	St. André	Charbonneau D.	1845 Notre-Dame O.	10000 00
" 6	561 N.	100	Stanley	1503.	St. George.	Wallace E. E.	416 Guy	20000 00

a. N.—Nouveaux édifices.—New buildings
R.—Réparations.—Alterations

ALEX. DÉCARIE.

Pour l'inspecteur des Edifices — For Building Inspector.

